

L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ

C'est à Reims que la signature de la reddition a eu lieu lundi à 2 h. 41

Les forces allemandes de Metz ont capitulé. Breslau s'est rendu. Les troupes allemandes de Metz ont capitulé. Breslau s'est rendu. Les troupes allemandes de Metz ont capitulé. Breslau s'est rendu.

VIVE LE MARÉCHAL!

les JAPONAIS approchent de MOULMEIN

Notre armée est de rendre le pouvoir au peuple français. **libération** Quatrième Année N° 163

LE COURRIER DE L'AIR

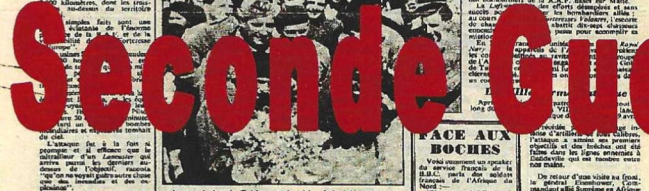
APPORTE PAR LA R.A.F. LONDRES, LE 21 AVRIL 1945

Bombardement de la Forteresse d'Europe

La fin de la semaine dernière a été marquée par une activité sans précédent des avions alliés contre l'Allemagne et la "Forteresse d'Europe".

La dernière phase commença

L'AVIATION ALLIÉE ENZYENT D'ENLEVER À UNE DÉFAITE CUISANTE R.A.P.P.E.L.E. L'HEURE DÉFINITIVE PAR LA R.A.F. AU COURS DE LA BATAILLE DE GRANDE-BRETAGNE.



La population de Gênes a accueilli le général Montgomery

En Russie le front caucasien s'anime

Le front caucasien s'anime. Les troupes soviétiques ont remporté de nouvelles victoires.

Notre Jeunesse

Après Maurice Sarrault, après le docteur Gossé et son fils, voici le professeur Victor Basch, assassiné avec sa femme par la milice de Joseph Darnaud.

L'assassinat de Victor Basch

Après Maurice Sarrault, après le docteur Gossé et son fils, voici le professeur Victor Basch, assassiné avec sa femme par la milice de Joseph Darnaud.

Dossier réalisé par des élèves de Première ES du lycée Henri IV pendant l'année scolaire 2012-2013, dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation, session 2013, consacré au thème « Communiquer pour résister (1940-1945) ».

2ème prix du jury départemental.

Suzanne ANGLIVIEL
Eva ASSAYAG
Gabrielle BOILLET

Inquiétude en Allemagne

La déviation de la Ruhr

ils imitent la R.A.F.

100.000 personnes ont acclamé la France

DE GRAVES INCIDENTS ECLATENT à la frontière hongro-tchécoslovaque

Quatorze morts

« Casanova » brillait de tous ses feux

LA FLAQUE DE CAP-BRETON DÉVASTÉE

Sommaire

INTRODUCTION.....	P. 2
I / COMMUNIQUER SUR LE TERRITOIRE OCCUPÉ	P. 3
1) Communication et mobilisation : informer et altérer	p. 3
2) Censure et risques : la portée des actions de la Résistance.....	p. 6
a. Qui sont les résistants ?.....	p. 6
b. Quelles sont leurs motivations ?.....	p. 6
c. Quels geste de Résistance et vers quels objectifs ?.....	p. 7
3) La diffusion des informations et la circulation sur le territoire occupé	p. 9
a. Résister malgré les difficultés de transport.....	p. 9
b. Sécuriser les déplacements	p. 10
c. L'implication des services publics	p. 10
II / L'EXEMPLE DU RÉSEAU LIBÉRATION-NORD : POURQUOI LA COMMUNICATION A-T-ELLE ÉTÉ INDISPENSABLE À SON ACTION DE RÉSISTANCE ?	P. 11
1) L'importance du syndicalisme pour la communication au sein de Libération-Nord	p. 12
a. Il a donné le prétexte à l'entrée en Résistance	p. 12
b. Il a fourni un réseau de connaissances sûres appartenant à toutes les professions, dans toute la France.....	p. 13
c. Il a permis d'accélérer la reconnaissance du réseau par de Gaulle et donc son expansion	p. 14
2) Le rôle du journal dans l'action de Libération-Nord	p. 14
a. Le tirage grandit avec l'expansion du réseau	p. 14
b. Informer et soutenir la population.....	p. 15
c. Augmenter la portée du réseau grâce au système de diffusion.....	p. 15
3) Libération-Nord, un réseau important et connecté	p. 15
III / COMMUNIQUER AVEC L'ÉTRANGER : COMMENT LA COMMUNICATION ENTRE FRANCE OCCUPÉE ET EXTÉRIEUR A-T-ELLE PRIS FORME ET JOUÉ UN RÔLE DÉTERMINANT DANS LA RÉSISTANCE ?	P. 18
1) La mise en place d'un système de communication par les Résistants de l'extérieur et les Alliés.....	p. 18
2) L'organisation des flux entre la France Libre et la métropole grâce aux progrès dans la communication	p. 20
3) La radio un vecteur essentiel de la résistance	p. 22
CONCLUSION.....	P. 26
BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAFIE	P. 27

Communiquer, c'est être en rapport avec autrui. Il existe de nombreux moyens de communiquer, de la voix aux journaux en passant par le téléphone, la radio et Internet. La communication permet de transmettre une idée, un message, une thèse, une opinion. Elle est absolument essentielle à l'espèce humaine, et c'est pourquoi le contrôle des moyens de communication est primordial pour les régimes autoritaires comme celui de l'Allemagne nazie ou de l'Etat français.

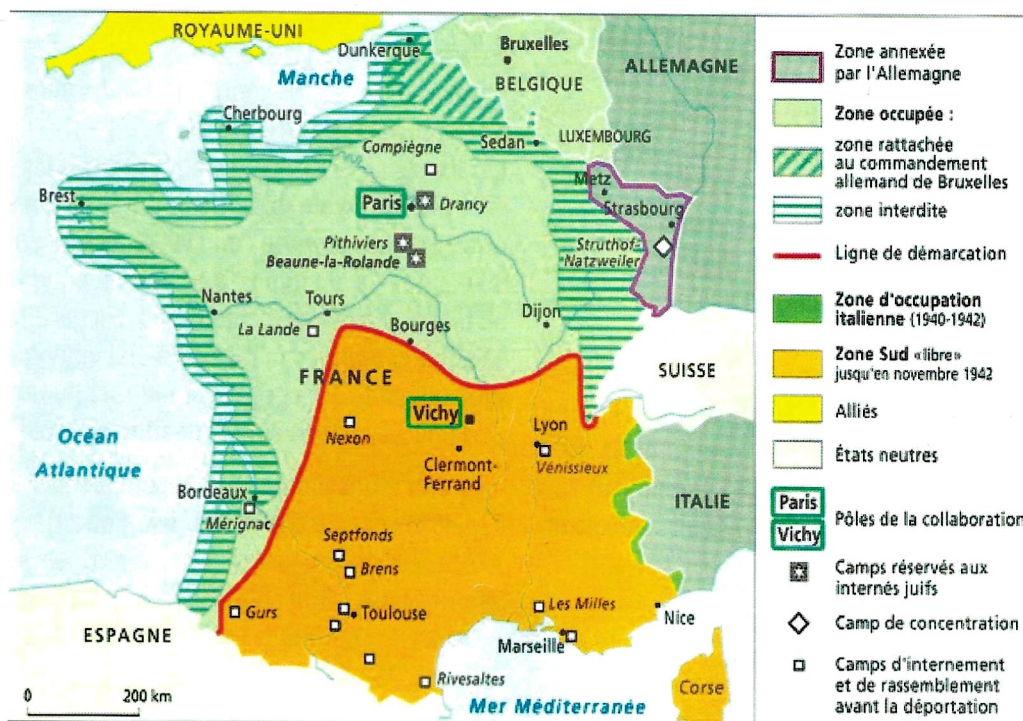


Le 22 juin 1940, l'armistice est signé entre la France, dirigée par le Maréchal Pétain, et l'Allemagne d'Hitler. Les clauses sont lourdes pour le pays vaincu : le territoire est divisé en deux, une zone occupée au nord et une zone libre au sud, et de très lourdes réparations sont exigées.

Le 11 juillet, le lendemain de son obtention à l'Assemblée des pleins pouvoirs, Pétain annonce la création de l'Etat français, régime antidémocratique et antirépublicain basé à Vichy. Le nouveau gouvernement annonce vite sa décision de proposer à l'Allemagne la collaboration. Cette décision,

formalisée lors de l'entrevue de Montoire entre Hitler et Pétain le 24 octobre 1940, n'a pas l'effet escompté, qui était d'alléger les clauses de l'armistice. Le gouvernement de Vichy instaure malgré tout une politique de contrôle assidu de la population et de répression à l'encontre des résistants.

Face à cette situation, des hommes et des femmes choisissent, malgré les risques, de résister. La Résistance française prend de multiples formes, elle peut se faire sur le territoire même ou de l'étranger, par des actes de



résistance civile ou par l'organisation d'attentats. Toutes les formes de résistance ont cependant un point commun : elles nécessitent toutes l'usage de la communication : entre les membres d'un réseau, entre les résistants et la population, entre la résistance intérieure et la résistance extérieure, entre les réseaux de la zone libre et ceux de la zone occupée... Pourquoi la communication est-elle essentielle à la résistance? Nous étudierons dans un premier temps la communication dans la résistance sur le territoire français : comment informer? Pourquoi résister? Comment diffuser

les informations? Ensuite, nous nous intéresserons à l'un des principaux réseaux de résistance de la zone nord, Libération-Nord : comment le syndicalisme a-t-il facilité la communication au sein du réseau? Quel a été le rôle du journal dans son action? Avec quelles instances de résistance Libé-Nord a-t-il dû communiquer? Enfin, nous nous pencherons sur la communication dans la résistance extérieure : comment prend-elle forme? Comment les trajets de résistants et d'informations sont-ils organisés? Pourquoi la radio est-elle un pilier essentiel?

I. COMMUNIQUER SUR LE TERRITOIRE OCCUPÉ

Introduction

À ceux qui, dès 1940, refusent de considérer comme définitif l'effondrement et la mise en tutelle du pays, apparaît tout de suite la nécessité de faire savoir qu'il existe une autre voie que celle de la capitulation militaire. Ils s'emploient durant quatre ans à démasquer les mensonges et les illusions répandues par la propagande officielle. Ce sont là des conditions indispensables pour que les résistants puissent s'organiser, se rassembler pour la libération du pays. Nous pourrions nous interroger sur la nature des moyens et des objectifs de la communication face à l'Occupation sur le territoire français, car la communication a été indispensable pour informer, contester, fédérer pour agir, et donc résister.

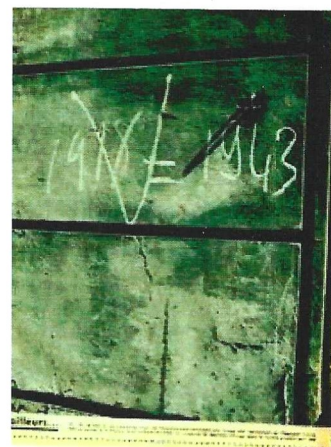
1) Communication et mobilisation : informer et altérer

Les Autorités allemandes ont pris en main la presse française et l'édition, pour les mettre au service de la propagande nazie. Dès septembre 1940, la liste Otto proscrit plus de 1 000 ouvrages français (d'auteurs juifs, communistes ou opposants aux nazis) dans les deux zones, et ce nombre ne cesse d'augmenter jusqu'en mai 1943. La *Propaganda Abteilung* (délégation du ministère de la Propagande du Reich), à la tête de cette domination idéologique, contrôle la répartition des stocks de papier, de plus en plus rare. En zone Sud, les publications sont soumises au service de censure de l'Etat français, elles sont visées par le préfet ou l'intendant de la police. Les titres qui subsistent comme *Le Petit Parisien*, sont utilisés par la propagande officielle pour présenter une idéologie antisémite et collaborationniste.

Cependant, face aux campagnes de propagande, des premiers signes de refus se manifestent grâce à la presse et à l'édition clandestine. Une bataille des signes commence et les voix discordantes s'expriment sur de multiples supports, qui évoluent rapidement, jusqu'à la Libération.

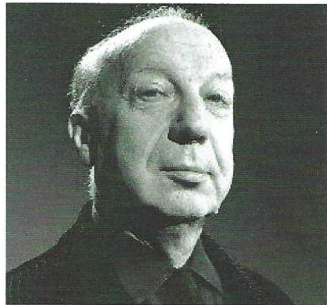
On peut classer les différents supports de communication sur une sorte d'axe de mobilisation. Selon les supports, les modes opératoires sont différents, traduisant un mode de mobilisation spécifique en fonction de leur structure : l'implication dans l'action et le niveau de coordination. Certains moyens de communication, comme les journaux, ont une organisation pesée, réfléchie, et affirment une opinion politique, tandis que d'autres, plus libres, comme les graffitis, marquent un refus de l'Occupation mais ils sont plus spontanés que « pensés ». De plus, les ressources ne sont pas toutes égales selon les moyens de communication, qui requièrent une mobilisation plus ou moins importante. Le matériel nécessaire à la production de journaux vient des organisations syndicales interdites, tandis que les graffitis ou même les chants n'en exigent pas forcément : les graffitis sont réalisés sur des endroits publics, déjà présents, et les ressources indispensables pour les chants ne sont pas matérielles : il s'agit de l'imagination, de la mémoire et de la parole.

Les graffitis représentent la première expression du refus de l'Occupation. Dès 1940, les affiches de propagande allemande sont arrachées ou recouvertes d'écritures, de slogans... Les avis d'exécution sont recouverts de « martyrs » ou « morts pour la France ». A partir de 1941, l'apparition des « V » (les Français sont invités à dessiner partout la première lettre du mot Victoire) et des croix de Lorraine (adoptée par tous les Français libres) dans tous les endroits publics, témoigne du pouvoir de la BBC et des émissions francophones. A la portée de tous, les graffitis sont plus spontanés et ne sont pas forcément réalisés par un réseau.



Graffiti sur un mur de Paris

Il en est de même pour la chanson qui s'est développée sous l'Occupation, comme *Le chant des partisans*, ou les parodies de chansons populaires écrites par l'humoriste Pierre Dac à la BBC.



Pierre Dac

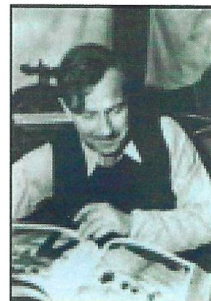
Auteurs et musiciens, amateurs ou professionnels, tous utilisent la chanson pour porter l'espoir avec des thèmes récurrents : fidélité à la patrie, provocation ou dérision vis-à-vis de l'Occupant, révolte ou haine, enthousiasme pour une libération à venir... Mais les chansons, aussi courtes soient elles, sont de plus en plus écrites pour se donner du courage et conjurer sa peur face aux conditions de vie qui deviennent de plus en plus extrêmes à cause de la clandestinité et de la pression exercée par l'Occupant. Ainsi, certaines sont produites ou diffusées sous forme de tracts ou dans la presse clandestine, ou peuvent même être reprises par la radio. A partir de ce point, les chansons mobilisent des ressources différentes, qui font aussi appel à une organisation financière, toujours dans la volonté d'étendre leurs actions.



Papillon collé à Nyons appelant à une manifestation, le 14 juillet 1943

De 1940 à 1944, à de rares exceptions près, la Résistance ne peut pas produire d'affiches dans leur forme classique tant pour des raisons de moyens que pour les risques encourus par ceux qui auraient à les transporter et à les placarder. Pour autant, cela ne l'empêche pas, sous d'autres formes, d'exposer publiquement sa parole, de s'afficher. Dans la masse des productions écrites clandestines (plusieurs centaines de millions de feuilles volantes de tous types, de journaux, de brochures, etc.), le papillon tient d'emblée la vedette. Du format d'une vignette, sa fabrication est rapide et simple. Il est réalisé sur des supports courants déjà existants comme des étiquettes d'écolier : majoritairement l'œuvre des organisations de jeunesse de la Résistance pour les appels à célébrer les fêtes patriotiques ou inciter les requis au Service du travail obligatoire (STO) à gagner les maquis. Il est aussi dupliqué en grand nombre, sous la forme de planches à découper, telles celles de l'été 1942 produites par la section juive de la Main-d'œuvre immigrée (MOI du PCF) alertant la population sur la déportation des enfants

juifs internés au camp de Drancy. Enfin, le papillon peut jouer la fonction de « mini » tract, facile à disperser au vent par poignée dans une rue ou le long d'une route, à glisser dans le casier d'un collègue, le cabas d'une ménagère, un livre en bibliothèque, voire lesté d'un caillou au bout d'une ficelle à venir prendre sur les lignes électriques. Le risque est l'implication sont de plus en plus grands.



Jean Texcier

Les « *Conseils à l'Occupé* » paraissent à Paris dès les premiers jours de l'Occupation. En juillet 1940, Jean Texcier militant socialiste, se dit profondément ulcéré par la présence allemande et par l'attitude des Parisiens à l'égard des Occupants. D'où son idée de rédiger trente-trois « *Conseils à l'Occupé* » destinés aux Français pour les faire réfléchir sur la conduite à tenir, face à une situation humiliante. Cet écrit, qui paraît début août, n'est pas le seul, il fait partie des tout premiers tracts clandestins circulant sous le manteau comme des papillons, des prières, des poésies, « le traité des maladies contagieuses », « les Prophéties de Sainte-Odile... » Sous un mode humoristique, Jean Texcier veut faire comprendre à ses lecteurs que tout n'est pas acceptable, d'où le ton de connivence qu'il emploie avec eux, en les interpellant et en les tutoyant. Il invite ceux qui ont les précieux feuillets entre leurs mains à les recopier le plus discrètement possible pour les distribuer autour d'eux avec ce clin d'œil complice : « Bonne occupation pour des occupés ».

Les tracts mobilisent à une plus grande échelle les actes de résistance. Très nombreux, ils se développent dès juin 1940 quand Pétain appelle à cesser le combat, l'entrepreneur Edmond Michel imprime le premier tract d'appel à la résistance qui sera distribué dans les boîtes aux lettres à Brive-la-Gaillarde, avec comme premiers mots « Celui qui ne se rend pas à raison de celui qui se rend » (Péguy). Les tracts deviennent les outils majeurs de la contre-propagande contre les sources d'informations officielles ; les militants communistes sont très présents dans ce domaine. Les res-



sources sont plus importantes que pour les graffitis ou les chants : les premiers tracts sont ronéotypés ou dactylographiés, on reproduit souvent des informations parvenues de Londres. Ils apparaissent très précocement en métropole, distribués en nombre pour convaincre. A partir de 1942 se constituent des mouvements de Résistance qui diffusent des tracts et des journaux clandestins. La mobilisation est de plus en plus grande. Même les forces alliées larguent par avions des tracts sur la France occupée, les Britanniques fondent la SOE (Special Operations Executive, créé à l'été 1940 par les Britanniques, pour encourager la lutte armée dans les pays européens occupés par l'Allemagne nazie). Les Américains font de même avec l'OWI (Office of War Information), l'organisation gouvernementale chargée de contrôler et de fournir aux médias les informations sur les différents fronts de guerre. Au-delà de ces millions de tracts sont aussi largués des journaux comme *Le Courier de l'air* (GB) ou *L'Amérique en guerre*, qui doivent informer et rassurer les populations occupées en leur donnant des renseignements sur la France Libre et le rôle de chacun des Alliés dans l'effort de guerre mené contre l'Allemagne, tout en discréditant aussi le régime de Vichy et ses collaborateurs. Cette guerre devient ainsi psychologique. Les Allemands confectionnent des journaux similaires dans lesquels ils inscrivent leur propagande, c'est pourquoi les Alliés doivent mettre en garde les Français contre ces faux journaux. D'autres tracts sont rédigés par les Alliés à destination des Allemands mais de telle sorte que ces derniers imaginent qu'ils émanent d'opposants allemands au nazisme. Cette « propagande noire » doit semer le trouble chez les Allemands en instaurant un climat de méfiance au sein de l'armée d'occupation. Ces premiers tracts forment le début de la presse clandestine. En zone Nord, des étudiants, des militants politiques ou syndicaux constituent de petits groupes qui cherchent à améliorer le support, le contenu et la diffusion des sources d'information clandestines.

La presse clandestine (journaux et brochures) joue un rôle fondamental dans la communication des résistants vers le reste de la population. Cette activité, première forme organisée de résistance, est vitale. En France, elle est très importante pour la Résistance : de tous les pays occupés, c'est là que l'on voit le plus important foisonnement de la presse clandestine. Un très grand nombre de journaux paraissent : plus de 3 000 titres naissent et souvent meurent. La plupart n'ont qu'un ou deux numéros, avec des tirages très limités. Les principaux mouvements de Résistance ont des journaux, comme *Libération*, *Combat*, *Franc-Tireur*, *Défense de la France*, *Témoignage chrétien*, *Résistance*. Certains sont imprimés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Des publications locales comme *Libérer* et *Fédérer* en Haute-Garonne ou *L'Insurgé* à Lyon, ont aussi une diffusion



Des journaux clandestins, publiés entre 1941 et 1944

assez importante (16 numéros pour le premier, 26 pour le second). Au total, on estime qu'en 1944 plus de 2 millions de journaux sont parus.

La fabrication de journaux clandestins à la fin de l'année 1942, demande une mobilisation encore plus grande. Les premiers rédacteurs ont recours à une fabrication assez rudimentaire : les journaux sont produits en petit nombre et les ressources sont assez rares (par exemple, le journal Valmy avait recours à une imprimerie d'enfant). Le plus fréquemment, les premiers numéros ont été écrits sur du papier carbone ou ronéotypés à partir de stencils. Les méthodes de reproduction sont longues et la complicité de directeurs de papeterie, d'ouvriers du livre, d'imprimeurs, est essentielle pour augmenter les tirages. Certains imprimeurs qui travaillent de jour pour la presse officielle, composent et reproduisent de nuit, dans les ateliers, différents journaux clandestins. La répression à leur rencontre est particulièrement sévère mais leur participation permet à la presse clandestine de dépasser le stade artisanal afin d'envisager une diffusion à grande échelle (ronéotyper les premiers numéros ou les écrire à la machine était très long). Les tirages de la presse clandestine sont difficiles à estimer. Plus de 1 200 titres différents en français ou en langues étrangères sont diffusés entre 1940 et 1944, représentant au total près de 100 millions d'exemplaires.

Quoi qu'il en soit, la presse clandestine contribue à faire basculer certains Français dans le camp de la Résistance, en lui donnant une réalité matérielle (d'où l'importance de la forme) et en rendant accessible son point de vue (d'où l'importance du fond). Après 1942, le matériel est livré par containers et les fonds envoyés par l'intermédiaire des agents de la France libre, Yvon Morandat puis Jean Moulin en zone Sud puis Nord, permettent d'améliorer les conditions techniques de fabrication et de diffusion des feuilles clandestines.

2) Censure et risques : la portée des actions de la Résistance

a) Qui sont les résistants ?



Jean Moulin

Il est essentiel de noter dans cette partie que presque toute la population (les 90 %) essaie tout d'abord de survivre pendant l'Occupation, ce que l'on peut considérer comme un acte de résistance, à cause de la pénurie, de la faim, des bombardements...

Les résistants sont des hommes et des femmes de tous âges mais souvent jeunes, issus de toutes les couches sociales. Toutes les sensibilités politiques, de gauche comme de droite, toutes les sensibilités philosophiques et religieuses sont représentées au sein de la résistance. Ce qui unit les résistants, c'est donc d'abord leur condition d'ennemis de l'Allemagne nazie ou de ses alliés. On retrouve ainsi dans les rangs de la Résistance des antifascistes italiens, des antinazis allemands, des républicains espagnols, des juifs apatrides, des polonais. Tous ces hommes et ces femmes cherchent à échapper aux persécutions. Ils savent, en rejoignant la Résistance, qu'ils courent de grands risques, particulièrement depuis la parution du décret *Nacht und Nebel* le 7 décembre 1941, qui promet les résistants à la disparition dans « la nuit et le brouillard » de l'Est. Cependant, ces risques sont moins grands que ceux qu'ils courent en restant seuls, en ne rejoignant pas l'organisation protectrice du réseau de résistance. Cet intérêt de l'entrée en résistance est théorisé par le paradoxe d'Olson, dont nous parlerons plus loin.

Pour les premiers engagés, résister consiste à essayer de « faire quelque chose » : par exemple, la manifestation des lycéens et des étudiants du 11 juin 1940 a été le premier acte de résistance manifeste. Ils doivent apprendre à

exploiter leurs compétences personnelles, leurs qualités, leur imagination pour contourner les obstacles matériels et financiers et la répression. Les débuts sont difficiles, les initiatives sont peu nombreuses, individuelles et dispersées. Les premiers actes ne sont pas concertés et n'ont pas de lien entre eux. Pour beaucoup, résister jusqu'en 1942, c'est souvent être seul. L'aggravation des conditions de vie et la poursuite des persécutions contre un nombre croissant de groupes poussent de nombreux Français à s'engager dans la Résistance tout au long de l'Occupation.

Le passage de l'ombre à la lumière relève d'un long processus de structuration. Ce n'est qu'en 1943 que les différents groupes, organisés en réseaux et mouvements, parviennent à être efficaces et à être réellement visibles aux yeux de la population. Ils constituaient une petite minorité courageuse, qui a suscité à la fin de l'Occupation un mouvement politique beaucoup plus vaste, entraînant l'adhésion de la majorité des Français.

b) Quelles sont leurs motivations ?

Traumatisés par la défaite et l'occupation du pays, les Français sont longs à émerger du chaos. Face au pays démantelé ils semblent hébétés. À Paris, le poids de l'Occupation se fait lourdement sentir par la vision des oriflammes nazis sur les édifices publics et des panneaux de signalisation allemands. Tout cela semble insupportable à quelques-uns. L'un des premiers à refuser cette situation est Christian Pineau, militant syndicaliste à la Fédération des fonctionnaires, qui compare l'occupant à un « corps étranger que l'organisme doit éliminer s'il veut survivre ». En France même, les résistants de la première heure sont peu nombreux. Ils agissent d'abord contre l'occupant allemand ; très vite, avec le début de la collaboration, ils se dressent également contre le régime de Vichy. Ces résistants n'ont pas tous les mêmes idées politiques, mais tous se battent d'abord pour l'honneur et pour leur patrie, contre le fascisme. Il s'agissait de résister contre le pillage, les restrictions, l'esclavage : lutter contre ce régime autoritaire, voire cette dictature qui les privait de toutes (ou quasiment toutes) leurs libertés. Pour certains, c'est la persécution antisémite et l'asservissement du pays qui suscitent la réprobation, au nom des valeurs humaines et chrétiennes. Plus la guerre dure, plus les résistants, toujours très minoritaires dans la population française, voient leur nombre grandir. Les communistes rejoignent massivement la Résistance après l'attaque de l'Union soviétique par la Wehrmacht, le 22 juin 1941. La politique de collaboration du régime de Vichy pousse certains à s'engager. Enfin, beaucoup de jeunes hommes requis pour travailler en Allemagne par le STO rejoignent les maquis en 1943. A partir de cette année, les défaites de l'Axe font naître l'espoir d'une libération prochaine.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'un sentiment patriotique, de la volonté de défendre la République et ses valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. La Résistance a en effet donné naissance à un paradoxe : on assiste au développement de la communication en dépit du risque et de la censure, de plus en plus grands. On pourrait comparer cette situation à celle présentée dans le paradoxe d'Olson. Mancur Olson a montré que la rationalité individuelle ne montre pas toujours un intérêt à se mobiliser. Le problème fondamental qui constitue le point de départ de l'analyse d'Olson est l'amalgame courant qui est fait entre rationalité individuelle et rationalité collective : la notion de rationalité de l'individu n'agirait qu'en fonction d'une comparaison coûts/avantages. La communauté d'intérêts, même lorsqu'elle est évidente pour tous ses membres, ne suffit pas à provoquer l'action commune : la logique collective n'est pas la logique de l'action individuelle. Ainsi, même si les Français voulaient, en majeure partie, la libération de la France, la Résistance intérieure n'a pas suffi à cette opération.

La thèse d'Olson est donc la suivante : un groupe organisé d'individus rationnels ayant tous un intérêt commun, étant tous conscients de cet intérêt, et pouvant chacun contribuer à la réalisation de cet intérêt, ne va pas agir dans le sens de cet intérêt commun, dans la plupart des cas. Selon la définition la plus courante, un groupe se définit fondamentalement par l'objectif qu'il défend, à savoir les intérêts de ses membres. L'individu adhère ainsi à un groupe pour tirer profit de l'association. Si des intérêts purement personnels peuvent être satisfaits, et avec plus d'efficacité, par une action individuelle, ces organisations ont donc une fonction à remplir quand des intérêts communs sont en jeu : sous l'Occupation par exemple, toute liberté était abolie. Les organisations (ou groupes) qui n'ont pas les moyens de faire participer les membres, qui ne peuvent pas les contraindre (contrairement à l'État), doivent fournir à leurs membres actifs des avantages individuels, en plus des biens collectifs qu'elles défendent. Le membre d'un groupe a donc un intérêt à participer de façon effective à l'action : son effort est sensiblement et directement récompensé. Ces avantages sont appelés « incitations sélectives » : elles peuvent être morales, sociales, pécuniaires, ou pratiques. Elles peuvent être négatives (pénalisant ceux qui refusent de participer aux coûts de l'action collective), ou positives (récompensant ceux qui agissent dans l'intérêt du groupe).

On pourrait caractériser les réseaux de petits groupes bien organisés. Dans un tel groupe, un membre peut juger que son gain personnel excède le coût total d'un montant donné de ce bien. Il est donc prêt, pour l'obtenir, à supporter le coût. On peut donc penser qu'on obtiendra bien le bien collectif, quand le bénéfice individuel est supérieur au coût total. Or, avec la mise en place du STO et les persécutions sociales

qui se multiplient, la balance coûts/avantages se déplace vers la Résistance. De manière générale, l'efficacité supérieure des petits groupes est confirmée par la théorie comme par l'expérience. Les petits groupes semblent pouvoir agir avec plus de décision et mieux utiliser leurs ressources. Enfin, il faut noter qu'en général les motifs sociaux ne sont opérants que dans des groupes de faible dimension, quand les membres ont des contacts directs entre eux. Les rapports d'amitié constituent ainsi des véritables motivations, et le travail de chacun est constaté par tous : il est difficile de ne pas agir sans s'exposer à la réprobation morale, et il est gratifiant de voir son travail reconnu.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le coût d'entrée était supérieur au gain. La position la plus rationnelle est donc celle du passager clandestin (free rider) : celui qui n'entre pas dans le groupe mais qui profite des avantages des actions du groupe. Lorsque le risque augmente, le gain du passager clandestin augmente aussi. Les gains tirés du conflit vont à tous, même à ceux qui n'ont pas participé. Comme nous l'avons dit précédemment, la résistance a été encouragée par des incitations sélectives morales, sociales ou pécuniaires. Si les résistants manifestent, alors le free rider y participera car si le free rider bénéficie des gains sans y avoir participé, les membres du groupe lui feront sentir qu'il a été lâche et ils l'excluront. Ici, l'enracinement des réseaux à produit ces incitations sélectives. L'entrée en résistance passe donc moins par l'action que par la communication. Les incitations sélectives existaient également pour créer un horizon et étendre les actions de résistance. Ce qui n'aurait pas résisté ne seront pas récompensés et passeront après les résistants après la guerre, ce qui renforce les incitations.

c) Quels gestes de résistance et vers quels objectifs ?

Dès leur installation en France, les occupants allemands et italiens interdisent tous les rassemblements et formes de manifestation non autorisés. Il s'agit d'éviter toute action collective d'opposition au nom du maintien de l'ordre. L'État français de Vichy adopte une position similaire, mais il demande en outre de ne pas célébrer les anniversaires à



Jeunes manifestants groupés autour du drapeau tricolore le 14 juillet 1943

caractère patriotique considérés comme républicain (la fête nationale le 14 juillet) ou antiallemand (l'armistice le 11 novembre). Manifester, qui est une des libertés fondamentales, devient donc un des premiers actes de résistance. Pour les résistants, c'est un moyen de défier les autorités en place et de mobiliser la population. Encore faut-il être en mesure de faire circuler l'appel à se rassembler et trouver un moment et un lieu adaptés. Le 11 novembre 1940, des milliers de lycéens (de Janson de Sailly, d'Henri IV...) se retrouvent place de l'Etoile près du tombeau du soldat inconnu. Les informations sur cette première manifestation ont très bien circulé grâce à ce groupe (les étudiants) déjà formé, à l'intérieur duquel les liens entre les acteurs sont forts et nombreux. Les occupants, voulant dissoudre cette première manifestation, ont arrêté 1 041 jeunes, dont 123 ont ensuite été incarcérés. Les manifestations se multiplient après 1942. Mais les risques qu'elles engendrent ont conduit les résistants à agir en plus petits groupes, ou parfois même seul.



Résistant fusillé pour espionnage

C'est dans ce cadre que les résistants (seuls ou en groupe) ont pour mission d'informer la population, cette fois-ci grâce aux graffitis, aux journaux, en passant par les tracts, les papillons... Le nombre d'acteurs étant réduit, les informations sont communiquées plus rapidement et plus discrètement. Cette diffusion prenant énormément d'importance, les peines encourues s'aggravent, allant des travaux forcés à la mort pour le résistant, en passant par les emprisonnements pour « menées antinationales » et les déportations à l'Est (comme l'indique le décret *Nacht und Nebel*). Malgré les milliers d'arrestations, le phénomène ne cesse de s'amplifier jusqu'à la Libération. La communication traduit donc ce processus de mobilisation paradoxale : les actions de Résistance se multiplient en même temps que l'aggravation des peines puisque, dès février 1943, la Gestapo occupe les lieux publics et les prisons et y incarcère les résistants arrêtés.

A partir de 1942, les sabotages prennent de l'ampleur et visent tous types d'installations : gares, voies, aiguillages, signaux, ponts, grues de levage. C'est tantôt une charge explosive, tantôt un déboulonnage de rails, parfois une machine lancée à contre-voie qui vient s'écraser sur un train. Ces sabotages ne sont pas uniquement l'œuvre des cheminots mais également celle d'organisations de la Résistance, qui



Reconstitution du sabotage d'un chemin de fer par des cheminots

ont donc intérêt à communiquer entre eux pour être encore plus efficaces. Ainsi, de nombreux agents de la SNCF s'engagent au service de la Résistance. Les cheminots, par leur compétence professionnelle, leur connaissance du terrain et les complicités dont ils bénéficient dans la SNCF, forment des équipes de saboteurs de choix. Leur activité professionnelle leur offre quotidiennement la possibilité de seconder le transport clandestin des hommes, de matériel et d'informations. Les cheminots contribuent au sabotage des voies ferrées, de manière souvent indirecte, en transmettant par exemple les horaires de transports allemands, ou par des « sabotages insaisissables » surtout au moment du Débarquement (dégradation du matériel, inversion des étiquetages de destination des wagons...), mais parfois avec réticence car la répression dans ce secteur est très forte (on compte entre 1 700 et 2 000 cheminots victimes de cette répression).

L'obligation du STO en 1942 a conduit des milliers de jeunes à rejoindre les maquis, qui prennent à leur tour énormément d'ampleur : certains forment une petite armée entre 10 000 et 15 000 résistants. Il s'agit de mouvements spontanés de réfractaires qui dès la fin 1942 se réfugient dans des zones difficiles d'accès pour échapper au STO cet apport numérique important et encadré et structuré par la Résistance (il existe deux types de maquis : les maquis-refuges et les maquis-combattants). Ces maquis résistent grâce au sabotage mais aussi grâce aux combats directs contre les occupants et contre la Milice. Les résistants collectent des renseignements militaires, d'autres infiltrent les administrations ou encore aident des personnes à quitter la France. Des réseaux s'organisent, comme *Libération Nord*. Enfin, des groupes rassemblent des armes dans des caches en prévision de la libération, prennent le maquis ou organisent des expéditions punitives. Les actions sont très nombreuses grâce à une communication entre maquis et réseaux omniprésente.

La Résistance évolue dans un contexte d'information qui lui est défavorable parce que les autorités en place la stigmatisent, comme étant terroriste, à travers la propagande et parce que la désinformation est omniprésente. Dire la vérité à une population résignée est donc primordial pour lui redonner l'espoir. Les tracts, les journaux et surtout le radio permettent aux résistants de combattre les mensonges

de Vichy et des nazis. Ils rendent compte, par exemple, de l'avancée des troupes alliées, de leurs victoires et des défaites de l'Allemagne nazie, pourtant dissimulées par la censure. L'objectif est de faire comprendre aux Français que le gouvernement leur ment, de les faire réagir contre cela. Jean Oberlé a créé la ritournelle « Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand » à la BBC pour mettre les Français en garde. La radio et les journaux clandestins sont l'occasion pour les résistants d'exposer leurs motivations et les raisons de leur engagement. Ils montrent en quoi leur cause est juste et se donnent une certaine crédibilité. Mais communiquer c'est aussi détailler les idées de la Résistance. À partir de 1942, les journaux clandestins multiplient les articles de projets et de propositions pour l'après Libération. Des programmes politiques entiers sont rédigés. L'objectif est de dépasser le cadre de la victoire militaire. La Libération ne doit pas avoir comme seul but la défaite nazie et la fin de l'Etat de Vichy. Elle doit amener des réformes profondes et la mise en place d'une nouvelle société.

En 1943, l'unification de la Résistance permet la création des MUR (Mouvements Unis de La Résistance) qui rédigent un programme économique, social et politique à appliquer après la Libération. Il s'intitule « Les Jours Heureux ». C'est un ensemble de mesures concrètes, comme la création de la Sécurité Sociale et celle du régime des retraites. Publié dans la clandestinité sous forme de brochures, ce programme est diffusé auprès des groupes de résistants et ses idées promues dans les journaux clandestins, la communication entre tous ces groupes est donc optimale.

Inciter la population à agir ou même à entrer en résistance fait partie des objectifs des résistants.

La Résistance en profite pour menacer de représailles et de mort les collaborateurs français. Inciter la population à agir ou même à entrer en résistance fait partie des objectifs des résistants. Communiquer sert aussi à grossir les effectifs. D'une part, on peut lire dans les tracts et journaux clandestins, des conseils, des encouragements et des mots d'ordre : « manifestez ! », « sabotez ! », « ralentissez le travail ! ». Ils font réaliser à la population que chacun peut participer à l'effort de la Résistance. D'autre part, les résistants disent clairement aux Français de les rejoindre pour lutter activement. C'est un point de rupture pour la population française : tout le monde est touché et on accepte alors moins bien les exigences de l'occupant et de la politique de collaboration. La Résistance a bien conscience de l'impopularité de cette mesure, et profite de l'occasion pour recruter et amener à elle ces réfractaires. Elle prône la désobéissance civile. Près d'un tiers de ces réfractaires rejoignent ainsi les maquis et les rangs de la Résistance.

3) La diffusion des informations et la circulation sur le territoire occupé

a) Résister malgré les difficultés de transport

Face à la réussite grandissante des actions de communication de la Résistance, le régime de Vichy et les nazis réagissent très vite. Leur réponse se fait sur deux plans : la répression (des résistants qui communiquent mais aussi de ceux qui les lisent ou les écoutent) et la propagande (qui répond à celle de la Résistance). De ce fait, les résistants doivent se montrer de plus en plus prudents et trouver de nouvelles stratégies pour diffuser les informations.

Les résistants sont confrontés comme l'ensemble de la population à la désorganisation des moyens de transport. Le carburant devient rapidement une denrée rare et chère, les occupants se réservant la plus grande partie des stocks disponibles. Les substituts trouvés (notamment les gazogènes qui fonctionnent au charbon) ne compensent que très partiellement les insuffisances. La pénurie touche également les pièces de rechange. Tous les moyens de transport sont concernés. Les moteurs font l'objet d'une attention de tous les instants, afin de retarder le plus possible la panne inévitable. Les pneus et les chambres à air deviennent presque introuvables et sont réparés presque au-delà de ce que leur usure normale rend possible. Disposer d'une voiture ou d'un camion en état de marche devient compliqué et peut même attirer l'attention car il faut en justifier la possession. Pourtant, ce type de véhicules est indispensable quand il s'agit de transporter des chargements lourds ou encombrants (matériel d'imprimerie, armement issu d'un parachutage, etc.). Les résistants se rapprochent donc des professionnels autorisés à circuler en voiture (personnels de santé, certains fonctionnaires ou responsables de services publics, etc.) ou en camion (transporteurs, commerçants, artisans). Les remorques des tracteurs ou les charrettes tirées par des animaux sont très sollicitées, mais le matériel de trait des paysans est également surveillé de près, quand il n'est pas réquisitionné par l'occupant. La plupart des résistants sont donc obligés de se déplacer à pied ou à vélo, parfois sur de longues distances, ou d'utiliser les transports en commun. Les déplacements à pied ou à vélo ont l'avantage de la discrétion puisque tout le monde ou presque fait de même, mais il est suspect de circuler avec une valise trop lourde ou une remorque de vélo trop chargée, car la police française traque aussi les trafiquants du marché noir, qui voyagent rarement à vide... En ville, les résistants peuvent emprunter le bus, le tramway ou le métro (à Paris), mais ces moyens de transports ne sont pas sans inconvénient. Durant le trajet ou dans les stations, les polices française

et allemande procèdent à des contrôles fréquents, comme dans les trains et dans les gares. L'aide des cheminots est indispensable pour faciliter le passage clandestin entre les deux zones. Les « roulants » (sorte de cheminots) dissimulent les premières feuilles clandestines dans leurs sacs, puis des valises entières sont expédiées : les services de bagages deviennent des centres de réception et de répartition des colis.

En effet, les résistants se méfient de la Poste sous contrôle allemand, comme du télégraphe et du téléphone. Pour remplacer la Poste, ils doivent créer une véritable organisation parallèle. Ils assument eux-mêmes la remise des plis aux agents de liaison qui les déposent dans les boîtes aux lettres. Les amis sûrs ou les membres du mouvement se voient dépositaires des courriers qui ne peuvent être envoyés aux responsables-clandestins sans domicile fixe. Aux agents de liaison est dévolu un rôle de « facteur », à bicyclette. La discrétion, le courage, la disponibilité, la rapidité, sont autant de qualités requises. C'est pourquoi ce sont presque toujours de jeunes garçons et filles capables de passer leurs journées en courses harassantes ou de faire des voyages longs et pénibles dans les trains où ils doivent se méfier de leurs voisins.

b) Sécuriser les déplacements

Entre 1940 et 1944, les Français et les étrangers sont contrôlés en permanence. Police et gendarmerie de l'État français, police et Feldgendarmerie de l'Occupant allemand, multiplient les barrages, les interpellations et les vérifications d'identité. De façon à diminuer le nombre d'arrestation lors des transports clandestins, les mouvements de résistance ont recours à la fabrication de faux papiers d'identité, activité devenue essentielle. Des résistants se spécialisent dans cette fabrication et elle est facilitée par les complicités dans les mairies, les commissariats ou encore les préfectures. Grâce au développement des techniques utilisées, le service national de l'identité et des faux papiers rattaché aux MUR envoie aux personnes contraintes de vivre dans la clandestinité une trousse de parfait faussaire permettant des contrôles sous cinquante identités différentes.

L'utilisation des moyens de transports traditionnels étant rendue périlleuse, il faut faire preuve d'inventivité afin de pouvoir faire circuler le plus discrètement possible des informations ou du matériel. Pour ne pas éveiller les soupçons, ce sont aux femmes et aux enfants (le plus souvent) à qui l'on confie le rôle « d'agent de liaison », au sein même des réseaux et mouvements de résistance. Les jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-cinq ans ont été nombreux à s'enrôler dans un mouvement de Résistance où leur engagement les a conduits à remplir les tâches d'agents de liaison. Ils assurent le ravitaillement, transmettent des informations indispen-



Échange de documents entre deux résistants, photographie de Robert Doisneau, reconstitution, automne 1944-printemps 1945

sables à la sécurité du groupe et des consignes d'action. Ils utilisent des moyens de communication comme les lignes téléphoniques clandestines et les boîtes aux lettres rajoutées. Les communications clandestines sont sécurisées grâce au cloisonnement des informations. Le système de « boîte aux lettres » permet d'ignorer le nom de l'expéditeur et du destinataire du message. Si ces informations sont récupérées par les services de répression allemande, l'utilisation de pseudonymes rend difficile l'identification. Lors de leur première rencontre, les résistants utilisent des codes gestuels et langagiers pour se reconnaître. Les agents de liaison et les « boîtes aux lettres » sont particulièrement touchés par la répression. Des imprudences peuvent donner naissance à des arrestations qui sont à l'origine de perturbations au sein de l'organisation. Dès 1940, les « agents de conduite » sont nombreux à participer aux « filières » constituées afin de permettre le passage de la ligne de démarcation à des soldats français et britanniques faits prisonniers et à des aviateurs alliés, à des Juifs français et étrangers menacés de déportation, à des réfractaires au STO ou à des résistants entrés dans la clandestinité. Les passagers clandestins sont cachés dans les fourgons à bagages, dans la réserve à charbon ou déguisés en agents SNCF.

c) L'implication des services publics

À mesure que la Résistance se développe et s'organise, la circulation des personnes, du matériel et des documents s'intensifie. Ce changement d'échelle oblige à recourir à d'autres procédures. Des complicités sont recherchées dans les administrations et les services qui gèrent les moyens de transport et de communication. Les agents de la SNCF sont sollicités dès les premiers mois de l'Occupation afin de

faciliter le passage de la ligne de démarcation entre les zones nord et sud. Jusqu'à la Libération, le personnel roulant prend en charge des hommes et des femmes pourchassés, dans le cadre de filières spécialisées et assure l'acheminement en quantités de plus en plus importantes de journaux et de tracts clandestins. Le personnel sédentaire sert de relais au départ et à l'arrivée, dans les gares de voyageurs et les gares de triage. Les agents des PTT (poste, télégraphe et téléphone) peuvent aider à la circulation des informations de la Résistance, mais leur travail, très sensible, est très surveillé. C'est pourquoi le mouvement Défense de la France choisit d'imprimer de faux timbres postaux afin de pouvoir diffuser à moindre frais son journal clandestin, en comptant sur la complicité des postiers chargés du tri et de la distribution. Des boîtes à lettres parallèles sont mises en place : elles ne reçoivent pas le courrier adressé par voie postale, mais sont approvisionnées et relevées par des résistants. Si certaines sont de vraies boîtes, d'autres sont en réalité des personnes qui acceptent, malgré le danger, de servir d'intermédiaires lors des échanges de lettres et de documents, sans poser de questions. À Paris, à la veille de la Libération, la Résistance peut compter sur le personnel de la Société des transports en commun de la région parisienne (STCRP) et sur celui de la Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris (CMP). Le réseau téléphonique du Métro permet aux résistants parisiens de communiquer entre eux sans passer par le réseau ordinaire sous contrôle allemand.

Conclusion

Plus l'Occupation devient oppressante et injuste, plus le nombre de résistants grandit pour faire face aux nouvelles mesures des autorités allemandes et du régime de Vichy. En 1943, 20 000 Français sont engagés dans la Résistance intérieure (et environ 25 000 dans les FFL). Un an plus tard, on en compte 300 000 résistants sur le territoire occupé soit 15 fois plus (et environ 200 000 dans la Résistance extérieure). Le combat de la Résistance est fait de mille contraintes, d'obstacles incroyables et de douloureux sacrifices. Les résistants étaient, comme nous l'avons vu, poussés par de grandes volontés, pour réussir à tenir cet engagement total, qui exigeait une implication sans faille et une énergie quotidienne. Avec tous ces moyens de communication, la résistance a permis cette « guerre de l'ombre », l'expression de « voix silencieuses », qui essayaient tant bien que mal à combattre l'endoctrinement des autorités allemandes et du régime de Vichy.

Certains résistants viennent de milieux syndicalistes, principalement de la CGT et de la CFTC. Mais la Charte du Travail en 1941 laisse seulement place à un syndicalisme gouvernemental. Christian Pineau, membre de la CGT, décide de se révolter avec plusieurs de ses amis et forme, en dépit de toutes les nouvelles lois du gouvernement de Vichy, le mouvement Libération-Nord et son journal. Nous allons maintenant étudier le rôle de ce journal clandestin et l'évolution du réseau.

II. L'EXEMPLE DU RESEAU LIBERATION-NORD : POURQUOI LA COMMUNICATION A-T-ELLE ÉTÉ INDISPENSABLE À SON ACTION DE RESISTANCE ?

Introduction : présentation de Libération-Nord

Le réseau Libération-nord a été l'un des plus importants réseaux de résistance de la zone nord de la France, et aussi l'un des premiers chronologiquement. Il a été créé par Christian Pineau. Membre de la CGT, celui-ci est farouchement opposé à l'armistice demandée par le maréchal Pétain et décide, dès 1940, de résister. Son action commence avec la parution du *Manifeste du Syndicalisme*, qu'il a rédigé et qu'onze autres syndicalistes ont signé avec lui. Il s'engage ensuite plus avant dans la résistance avec la création du journal clandestin *Libération-Nord* : c'est le début du réseau. Celui-ci grandit vite notamment grâce aux contacts de Pineau dans les milieux syndicalistes et socialistes. En 1942, il entreprend un voyage à Londres, pendant lequel il rencontre le général de Gaulle. Il revient de ce voyage avec de l'argent, deux postes de radio et, surtout, la reconnaissance de Libération-Nord par le général de Gaulle, ce qui signifie que son mouvement

est bien l'un des plus importants de la zone occupée. Libération-Nord continue son développement même si Pineau s'occupe désormais de la création d'un nouveau réseau de renseignement demandée par le BCRA. Le réseau développe son activité militaire grâce aux ressources envoyées par



Christian Pineau

Londres. Le sabotage, l'espionnage et la transmission de renseignements, d'argent et de consignes à d'autres réseaux bat son plein. Libération-Nord va également jouer un rôle lors de la Libération en se joignant aux armées alliées grâce aux armes envoyées par Londres. Comme dans tout réseau, la communication a été indispensable à Libération-Nord pour assurer son développement et son efficacité. Nous verrons d'abord que la communication au sein du réseau est facilitée par son origine syndicaliste. Nous nous intéresserons ensuite au rôle du journal *Libération-Nord* dans l'action du réseau. Enfin, nous montrerons que le réseau est connecté avec de nombreuses instances de résistance.

1-L'importance du syndicalisme pour la communication au sein de Libération-Nord

Introduction



René Belin

La CGT, Confédération Générale du Travail, est le principal syndicat en France. Elle a été créée en 1895 et n'a depuis jamais cessé son activité. Elle compte en 1936 environ quatre millions d'adhérents. En 1940, avec l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain et la fondation de l'Etat français, régime antidémocratique et antirépublicain, une scission s'est rapidement effectuée entre cégétistes collaborateurs, rassemblés derrière René Belin, l'un des principaux dirigeants du syndicat, et cégétistes résistants. Ces derniers sont très majoritaires, notamment grâce aux syndicalistes communistes, qui sont très nombreux et sont de farouches opposants à la politique du gouvernement de Vichy. Leur position vis-à-vis de l'occupation allemande est plus ambiguë puisqu'elle change le 22 juin 1941 avec le lancement de l'offensive allemande contre l'URSS, tout au moins pour les communistes proches de la politique soviétique. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, prend le parti de la contestation. Son statut de personnalité publique de gauche le fait cependant surveiller dès le début de la guerre, puis interner à Buchenwald aux côtés de Léon Blum et Edouard Daladier. Sa renommée l'empêche donc de jouer un rôle prépondérant dans l'organisation de la Résistance, mais des responsables moins connus du syndicat, comme Christian Pineau, vont remplir ce rôle. Pineau est alors secrétaire de la Fédération des employés de banque et secrétaire au conseil économique de la CGT. Il est l'un des premiers syndicalistes

à entrer en résistance, et son action va vite aboutir à la création du réseau de résistance Libération-Nord. Comment le syndicalisme a-t-il facilité la création puis le développement de Libé-Nord ?

a) Il a donné le prétexte à l'entrée en résistance

En 1940, Christian Pineau, atterré par la défaite française et la politique de Vichy, rend visite à l'un de ses amis Robert Lacoste. Ensemble, ils décident d'agir contre le nouveau gouvernement et l'Occupation. Pour ce faire, ils choisissent d'utiliser le syndicalisme. En effet, en novembre 1940, René Belin, ministre de l'économie nationale et ancien cadre de la CGT, avait prononcé la dissolution des syndicats existants et l'interdiction de toute activité syndicale. En réaction à ce décret, Pineau et Lacoste créent, avec d'autres amis syndicalistes, le Comité d'études économiques et syndicales. C'est ce comité qui va servir plus tard de couverture à *Libération-Nord*. Le 15 novembre 1940, neuf membres de la CGT et trois membres de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) signent les *Principes du syndicalisme*, rédigés par Pineau. Ce texte résume les vues des douze signataires sur ce que devrait être le syndicalisme, et constitue donc une attaque frontale de la politique du gouvernement de Vichy, qui, étant antilibéral et antirépublicain, est opposé à toute forme d'organisation des Français. Il représente un acte de communication fondateur pour Libération-Nord. En effet, au vu de la réception très favorable du manifeste dans les milieux syndicaux, Pineau décide de pousser plus loin son activité de résistance, et se lance donc dans la rédaction d'un journal de résistance, *Libération-Nord*, qui va être la base du réseau Libération-Nord. Le premier numéro de ce journal paraît le 1er décembre 1940.

L'opinion défavorable de Pineau et de la plupart des syndicalistes à l'égard du gouvernement de Vichy n'est que renforcée quand, en octobre 1941, paraît la Charte du travail. Ce texte pose les bases d'un syndicalisme d'Etat qui ne laisse aux salariés aucun moyen de revendication à l'égard de leurs employeurs et permet à l'Etat de fixer salaires et prix sans rendre de compte à personne. Cela passe par la création de vastes corporations, regroupant salariés et patrons, contrôlées par l'Etat. La fondation du mouvement Libé-Nord a donc bien été permise par le syndicalisme.



b) Il a fourni un réseau de connaissances sûres appartenant à toutes les professions, dans toute la France

En 1920 s'est tenu le congrès de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), principal parti de gauche du pays. C'est pendant ce Congrès de Tours qu'il a été décidé de créer un nouveau parti, le SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste), du fait des divisions entre socialistes, qui ne souhaitaient pas adhérer à la III^e Internationale Communiste promulguée par l'URSS, et communistes, qui souhaitaient la ratifier. Cette scission, fondatrice pour la gauche française, a été suivie en 1921 par la division de la CGT, avec la création, du fait de la même division, de la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire). La CGTU a réintégré la CGT en 1936 avec l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, mais la division entre cégétistes communistes et cégétistes socialistes est restée très marquée, même au sein des réseaux de résistance : les réseaux communistes étaient souvent nettement séparés des autres, même s'ils étaient très nombreux. Christian Pineau n'était pas communiste, mais il a été l'un des Résistants de la première heure. Lorsqu'il décide de se lancer dans la résistance, il le fait en utilisant le syndicalisme, comme nous l'avons montré tout à l'heure. Cette décision est toute naturelle. En effet, l'activité syndicale lui a permis, avant la guerre, de se constituer un réseau d'amis et de connaissances qui partageaient ses convictions. Le sentiment d'appartenance à un groupe est fort au sein des syndicats. Cela est lié à l'idéologie commune partagée par la plupart des syndicalistes, qui se considèrent souvent comme les défenseurs des ouvriers opprimés par les grands patrons. Pineau a donc contacté ces amis et connaissances, tous syndicalistes issus de la CGT non-communiste ou de la CFTC pour créer son propre réseau de résistance. Il pouvait en effet leur parler de ses opinions et de ses intentions sans craindre d'être dénoncé, et ainsi établir son réseau de résistance sur son réseau d'amis syndicalistes. Il partage par exemple l'idée de la création du Comité d'études économiques et syndicales avec Robert Lacoste, qui était avant la guerre secrétaire général adjoint de la Fédération des fonctionnaires de la CGT. L'étape, essentielle à toute création de réseau, de la recherche de collaborateurs a donc été considérablement accélérée dans le cas de Libération-Nord, et ce grâce au syndicalisme. Le recrutement de nouveaux membres a ainsi été, dans les premiers temps tout au moins, presque exclusivement fait au sein de la CGT ou d'autres mouvements syndicaux, au point que Pineau lui-même a dit que Libération-Nord n'est devenu un réseau de résistance, et plus un syndicat, qu'à partir de son voyage à Londres en 1942.

L'organisation syndicale est bidimensionnelle. La première division est géographique. Le syndicat est divisé en quatre-vingt-seize Unions Départementales. Cette division permet au syndicat d'être étendu sur tout le territoire, et elle permet aux dirigeants de pouvoir communiquer avec des syndicalistes de toutes les régions. Cette étendue du réseau facilite grandement les activités de résistance de Pineau. Dès 1940, il obtient un *ausweis*, un laissez-passer, entre la zone occupée et la zone libre, car il est devenu chef des statistiques au Ministère du ravitaillement de Vichy. Il entreprend donc de fréquents voyages entre les deux zones, et ce afin de mobiliser toujours plus de personnes dans la Résistance. Il entre ainsi en contact avec de nombreux syndicalistes de la zone sud, qu'il connaît grâce aux UD. Il est bien sûr important pour lui de ne communiquer des informations sur son mouvement qu'à des personnes de confiance, car il est en permanence susceptible d'être arrêté par la police française, mais surtout par la Gestapo. C'est donc grâce à la division régionale de la CGT qu'il peut établir des liens avec les mouvements de résistance de la zone sud.

La division en UD est également utilisée pour faciliter la diffusion du journal. En effet, celui-ci était envoyé par Pineau ou par l'un de ses collaborateurs à chaque UD, et les dirigeants de celle-ci se chargeaient de la faire circuler auprès de tous ses membres.

La seconde division, au sein de la CGT, est professionnelle. Il existe trente et une fédérations, chacune dirigée séparément, de tailles très variables. Le syndicat s'étend ainsi à toutes les branches professionnelles. Cette diversité des métiers va également être utile à Pineau, et notamment dans l'impression du journal du réseau. Dans les premiers temps de la parution du journal, Pineau prend contact avec Yvonne Tillaut-Houben, employée à la caisse d'assurance sociale de la CGT. Celle-ci utilise la ronéo de son lieu de travail pour dupliquer les numéros du journal tapés à la machine à écrire par Pineau, ce qui permet d'augmenter considérablement le tirage. C'est ensuite un autre membre de la CGT, Charles Laurent, qui se procure une autre ronéo. Ainsi, les relations entretenues par Pineau avec des membres de fédérations différentes lui ont permis de développer l'activité de son réseau.

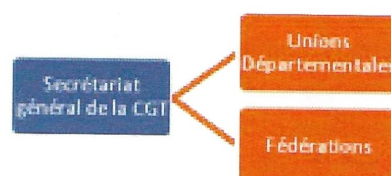


Schéma de l'organisation de la CGT

c) Il a permis d'accélérer la reconnaissance du réseau par de Gaulle et donc son expansion

À la fin de 1941, Pineau est contacté par Pierre Brossolette, résistant notoire, qui lui présente le colonel Rémy, important chef de réseau en contact avec Londres. Ce dernier organise son voyage vers la capitale britannique, au cours duquel Pineau rencontre à plusieurs reprises le général de Gaulle, et qui va aboutir à la reconnaissance du réseau par le gouvernement en exil, et donc l'envoi d'argent, d'armes et de consignes sur le territoire métropolitain.



Pierre Brossolette



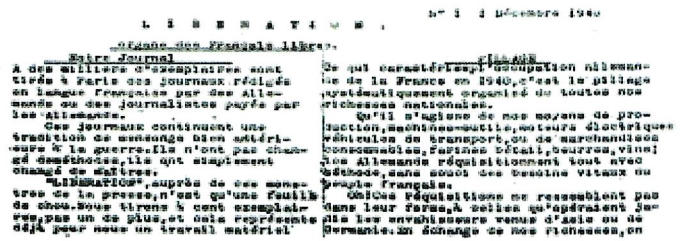
Charles de Gaulle

Si le général de Gaulle souhaite rentrer en contact avec Pineau, c'est d'abord parce qu'il souhaite unifier la Résistance française et doit donc confier un certain nombre de tâches à chaque réseau majeur. Cependant, le général pense aussi à l'avenir de la France après la guerre. Il souhaite en effet que le pays garde sa souveraineté et un certain poids sur la scène internationale, et veut s'affirmer auprès de ses alliés américains et britanniques. Pour ce faire, il doit montrer que la France a résisté, et que cette résistance ne peut être incarnée que par lui. Il souhaite donc obtenir le soutien de tous les groupes de la population, y compris bien sûr des ouvriers. Or ceux-ci sont représentés par les syndicats, cela explique donc le fait qu'il veuille rencontrer Pineau. Celui-ci est en effet l'un des plus hauts responsables du syndicalisme résistant en France. Le secrétaire général de la CGT, Louis Jouhaux, ne désire en effet pas quitter la France, craignant d'être ensuite empêché d'y retourner. Ainsi, c'est bien en partie grâce au syndicalisme que Libé-Nord a été reconnu par Londres, et a pu entamer une activité d'envergure bien plus importante grâce à sa communication avec le gouvernement en exil.

2- Le rôle du journal dans l'action de Libération-Nord

a) Le tirage grandit avec l'expansion du réseau

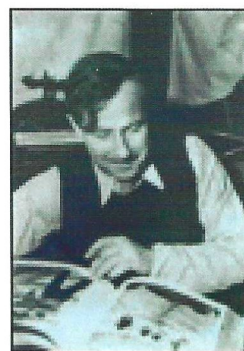
Le premier numéro de *Libération-Nord* est paru en sept exemplaires le 1^{er} décembre 1940. Christian Pineau l'a entièrement rédigé sur une machine à écrire cachée dans sa cave.



Le début de la parution du journal permet à Pineau et à plusieurs de ses amis de rentrer véritablement en Résistance. Le journal permet ainsi le passage du Comité d'études économiques et syndicales au réseau de résistance.

En 1940-1941, le tirage augmente largement, passant de sept exemplaires pour le premier numéro à une centaine. Pendant la même année, le réseau connaît de nombreuses adhésions, notamment celles de certains hommes et femmes qui diffusaient le journal et ont choisi d'intégrer le mouvement.

En 1942, lorsque Pineau gagne Londres, Jean Cavaillès, l'un des fondateurs de Libération-Sud, et Jean Texcier, journaliste et résistant de la première heure, prennent sa place à la tête de l'hebdomadaire. Pendant l'année, le tirage est presque multiplié par quatre : de trois cents environ au printemps 1942, il passe à un millier fin 1942. Cette augmentation est due entre autres à l'arrivée dans le réseau de la famille Norgeu, qui dirige un atelier d'imprimerie à Belleville. Les Norgeu se chargent de l'impression et de la mise sous enveloppes du journal, qui n'est toujours constitué que d'une feuille recto-verso.



Jean Texcier



Jean Cavaillès

Les moyens financiers, obtenus par Pineau à son retour de Londres, permettent à la diffusion du journal de changer d'échelle. Ainsi, le tirage est encore multiplié par quatre, passant au printemps 1943 à quatre mille exemplaires par semaine. Pour faire face à cette augmentation, le lieu d'impression du journal est changé. Schulé, linotypiste, se charge désormais de la composition du journal, et l'impression a lieu chez Racine, imprimeur rue de Romainville. Le 28 août 1943, Cavaillès est arrêté, c'est donc Jean Texcier qui conserve seul la charge de rédacteur en chef du journal. Au même moment, l'action de Libération-Nord commence à se

diversifier, puisque la préparation de la Libération oblige le réseau à se militariser peu à peu. On assiste ainsi à la diversification de l'origine des nouvelles recrues. Les membres ne sont plus presque uniquement syndicalistes ou socialistes, mais proviennent aussi bien souvent de l'armée française. Le journal continue de paraître sans discontinuer jusqu'en avril 1944, quand la Milice tend un piège à l'imprimeur. Il parvient à s'enfuir, mais le journal cesse de paraître pendant un mois, du 21 avril au 20 mai. L'impression hebdomadaire reprend alors grâce à la ronéo de la famille Norgeu, et le tirage continue de grandir, pour atteindre finalement quarante mille exemplaires hebdomadaires à la Libération. Le journal a été imprimé tous les lundis pendant toute la durée de l'occupation, exception faite du mois d'avril-mai 1944. Son tirage, même s'il n'a pas atteint le niveau de celui d'autres journaux clandestins, augmente considérablement entre 1940 et 1945. L'intensité et la diversité des actions du réseau augmentent en même temps, portées par les nouvelles recrues toujours plus nombreuses. On peut donc considérer que le journal reflète bien l'action et l'étendue du réseau Libération-Nord, et que la communication a bien permis de soutenir et d'étendre l'action des résistants.

b) Informer et soutenir la population



Pendant toute la durée de l'occupation, chaque semaine, Pineau ou plus tard les rédacteurs du journal font paraître un numéro de *Libération-Nord*. Certains articles contiennent une présentation brève du réseau et de ses buts. Le journal permet ainsi au mouvement de se faire connaître auprès du plus grand nombre.

D'autres articles dénoncent la politique de collaboration du gouvernement de Vichy. La position de Pineau et des rédacteurs du journal est très nette à ce propos : ils dénoncent très fermement « L'Etat français », et ce dès 1940. Pineau est l'un des premiers à s'exprimer aussi clairement et aussi tôt à ce sujet. Cependant, la majorité des articles traitent de la vie quotidienne sous l'occupation, rendue difficile par les pénuries causées par la réquisition des ressources par l'occupant. Cela constitue la principale préoccupation de la majorité des Français. Le journal apparaît ainsi comme un moyen de soutenir le moral des lecteurs en leur évitant de se sentir isolés dans leurs problèmes et en leur montrant que la Résistance existe et est possible.

Le journal contient en outre des résumés d'émissions de la BBC ou d'autres radios libres, venant par exemple des colonies françaises en Afrique. Le journal permet donc d'informer les sympathisants de l'actualité internationale et de les tenir au courant des efforts qui sont faits pour libérer

la France de l'occupation allemande. On retrouve ici le rôle de soutien moral du journal. L'importance du journal pour diffuser les idées du réseau et pour informer et soutenir la population montre donc bien que la communication est essentielle pour soutenir l'action de Libération-Nord.

c) Augmenter la portée du réseau grâce au système de diffusion

« *Notre tirage est fonction de votre courage* » écrit Pineau dans *Libération-Nord* en mai 1942. Cette phrase résume le système de diffusion du journal. Ce dernier est d'abord tapé à la machine en plusieurs exemplaires, puis Pineau l'envoie à ses plus proches collaborateurs qui se chargent de le ronéotyper et de l'envoyer à leurs sympathisants. Chaque personne recevant le journal est invitée à le recopier et à le faire passer à ses propres amis. Des appels à diffuser le journal sont imprimés dès le huitième numéro du 14 janvier 1941, dans lequel Pineau demande de poursuivre la diffusion.

Ne vous contentez pas de lire ce journal, mais faites-le circuler, recopiez-le, faites circuler les copies parai vos amis, recommandez leur de faire de même.

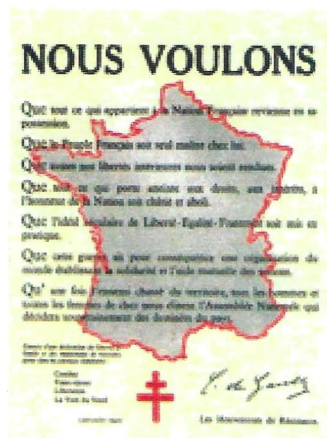
Ce système permet de transmettre le journal à un grand nombre de personnes sans prendre le risque d'imprimer de nombreux exemplaires d'un seul coup. La diffusion du journal se fait donc par le bouche à oreille. Elle est essentielle notamment pour le lancement du mouvement. La plus grande joie de Pineau en 1940 est de recevoir son propre journal : quelqu'un qui ne sait pas qu'il en est le rédacteur en chef le lui a envoyé, conformément aux demandes figurant dans le journal. Cela prouve à Pineau que la diffusion du journal se fait, et donc que son action vaut la peine d'être poursuivie. La diffusion est facilitée à ses débuts par les centrales de la CGT ou de la CFDT qui font passer les journaux à leurs membres, mais, plus tard, elle repose également sur l'implantation du réseau dans la police, avec le rôle du mouvement Police-Patrie, antenne de Libération-Nord. On peut donc constater que le système de diffusion de *Libération-Nord*, caractéristique des journaux de résistance, permet au mouvement d'étendre son réseau.

3- Libération-Nord, un réseau important et connecté

Depuis la création de Libération-Nord, Christian Pineau est inquiet de l'absence de liens de son réseau avec Londres. Il rechigne à chercher à établir la communication par crainte des pièges de la Gestapo. En effet, afin d'arrêter les résistants, des agents de la Gestapo se faisant passer pour des agents du général de Gaulle prétendent vouloir entrer en contact avec des membres de réseaux afin de soi-disant leur faire gagner Londres. Pineau n'accepte donc de communiquer qu'avec des résistants qu'il connaît en tant que tel.

Cependant, à la fin de l'année 1941, il est contacté par Pierre Brossolette, membre du Comité d'Action Socialiste et ami de Pineau. Brossolette lui propose de rencontrer le colonel Rémy, chef du réseau Confrérie Notre-Dame. Ce réseau avait été fondé en septembre 1940 à l'initiative du Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), basé à Londres et dirigé par de Gaulle, et était donc en contact avec la capitale britannique. Le colonel Rémy fait part à Pineau de la volonté du général de Gaulle de le rencontrer.

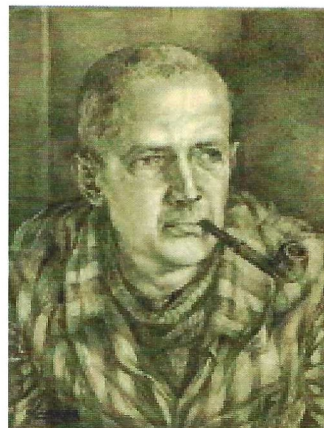
En janvier 1942, Pineau part donc à Londres, par avion. Il y rencontre le général et lui fait part du souhait des résistants français d'obtenir un manifeste résumant ses convictions et ses projets pour la France après la Libération. Il revient en France en mars, après un mois et demi passés avec les résistants en exil, et rapporte aux résistants français la *Déclaration du Général de Gaulle*. Cette déclaration constitue un acte de communication très important pour le général. En effet, c'est par ce texte, qui reçoit un grand succès en France après sa diffusion, organisée par Pineau, qu'il s'assure du soutien des syndicalistes et plus généralement des résistants restés en France métropolitaine.



Le BCRA charge Pineau d'une autre mission très importante. Il doit créer un nouveau réseau, chargé spécialement de collecter des informations d'ordre politique. Le réseau est très vite divisé en deux branches, l'une en zone libre, et l'autre en zone occupée. Pineau prend la tête de la branche Sud, baptisée Phalanx.

Phalanx est chargé de rassembler des renseignements sur le gouvernement de Vichy, et d'organiser des opérations clandestines, principalement le transport de personnalités à travers la France ou vers Londres. Dans sa mission de renseignement, Phalanx est notamment aidé par un informateur issu du cabinet de Pierre Laval, bras droit du maréchal Pétain, qui transmet au réseau le contenu de tous les conseils de ministres. Cette source précieuse a souhaité rester anonyme, mais prouve que, même parmi les membres du gouvernement de Vichy, tous n'étaient pas des collaborateurs. Pineau obtient le reste de ses informations grâce à ses contacts au sein de Libération-Nord bien entendu, mais aussi parmi les syndicalistes. La branche d'action de Phalanx se militarise petit à petit, avec la spécialisation du réseau dans les opérations de parachutage. Le parachutage est le principal moyen pour Londres de transmettre aux réseaux de l'argent, et surtout des armes. Certaines de ces armes peuvent être utilisées dans le réseau même, à des fins de

protection personnelle, mais la détention d'armes est si dangereuse que Pineau préfère ne pas en conserver trop. Le reste des munitions est transmis aux maquis. Phalanx a ainsi approvisionné en armes une partie des maquis des Alpes, et ce jusqu'à la Libération. Les deux arrestations de Pineau, qui est finalement déporté en décembre 1943 à Buchenwald, puis libéré par les Américains en 1945, n'ont pas empêché Phalanx de poursuivre son action, et ce jusqu'à la Libération.



Dessin de Boris Tatlitsky représentant Pineau à Buchenwald

La branche Nord de Phalanx est dirigée par Jean Cavallès, ancien membre de Libération-Sud et ami de Pineau, qui est secondé par son ancien élève à l'École Normale, Jean Gosset. Libération-Sud est l'un des plus importants réseaux de résistance de la zone libre, et Pineau était en contact avec ses dirigeants grâce à ses nombreux voyages entre les deux zones. Cette branche, baptisé Cohors, se désolidarise de Phalanx début 1943. Cavallès souhaite en effet se spécialiser dans la collecte de renseignements économiques et militaires et non plus dans le renseignement politique. Une branche Action, spécialisée dans le sabotage, est également créée et dirigée par Gosset. Cette branche est responsable, entre autres, de l'inspection de radiophares allemands situés sur les côtes françaises, et de la destruction d'un magasin de la Kriegsmarine, la marine de guerre du Troisième Reich, en Bretagne. En 1943, le réseau est fortement affaibli par une suite d'arrestations, notamment celle de Cavallès en août, qui est fusillé par les Allemands en 1944. Jean Gosset prend alors la tête de Cohors, rebaptisé Asturies, jusqu'à sa propre arrestation en août 1944.



Jean Cavallès, à droite, avec des membres de Cohors



Jean Straumann

En 1942, une antenne toute particulière de Libération-Nord est créée. Il s'agit de la branche Libération-Police, dirigée par Jean Straumann. Le recrutement des policiers résistants membres de ce réseau est facilité par le réseau de militants socialistes au sein de la police. Libération-Police se spécialise dans la détection de policiers collaborateurs, la protection de résistants et la recherche de renseignements cruciaux sur l'action ennemie, obtenus grâce à la présence des agents dans des lieux stratégiques comme les préfectures de police. Les renseignements obtenus sont transmis à Libération-Nord, mais aussi au réseau Brutus, fondé en 1940 par Pierre Fourcaud et des membres du Comité d'Action Socialiste. En 1943, le réseau est rebaptisé Police-Patrie, et va rester actif jusqu'à la Libération, pendant laquelle il va apporter son aide aux armées alliées.

Libération-Police se spécialise dans la détection de policiers collaborateurs, la protection de résistants et la recherche de renseignements cruciaux sur l'action ennemie, obtenus grâce à la présence des agents dans des lieux stratégiques comme les préfectures de police. Les renseignements obtenus sont transmis à Libération-Nord, mais aussi au réseau Brutus, fondé en 1940 par Pierre Fourcaud et des membres du Comité d'Action Socialiste. En 1943, le réseau est rebaptisé Police-Patrie, et va rester actif jusqu'à la Libération, pendant laquelle il va apporter son aide aux armées alliées.



Hubert de Lagarde

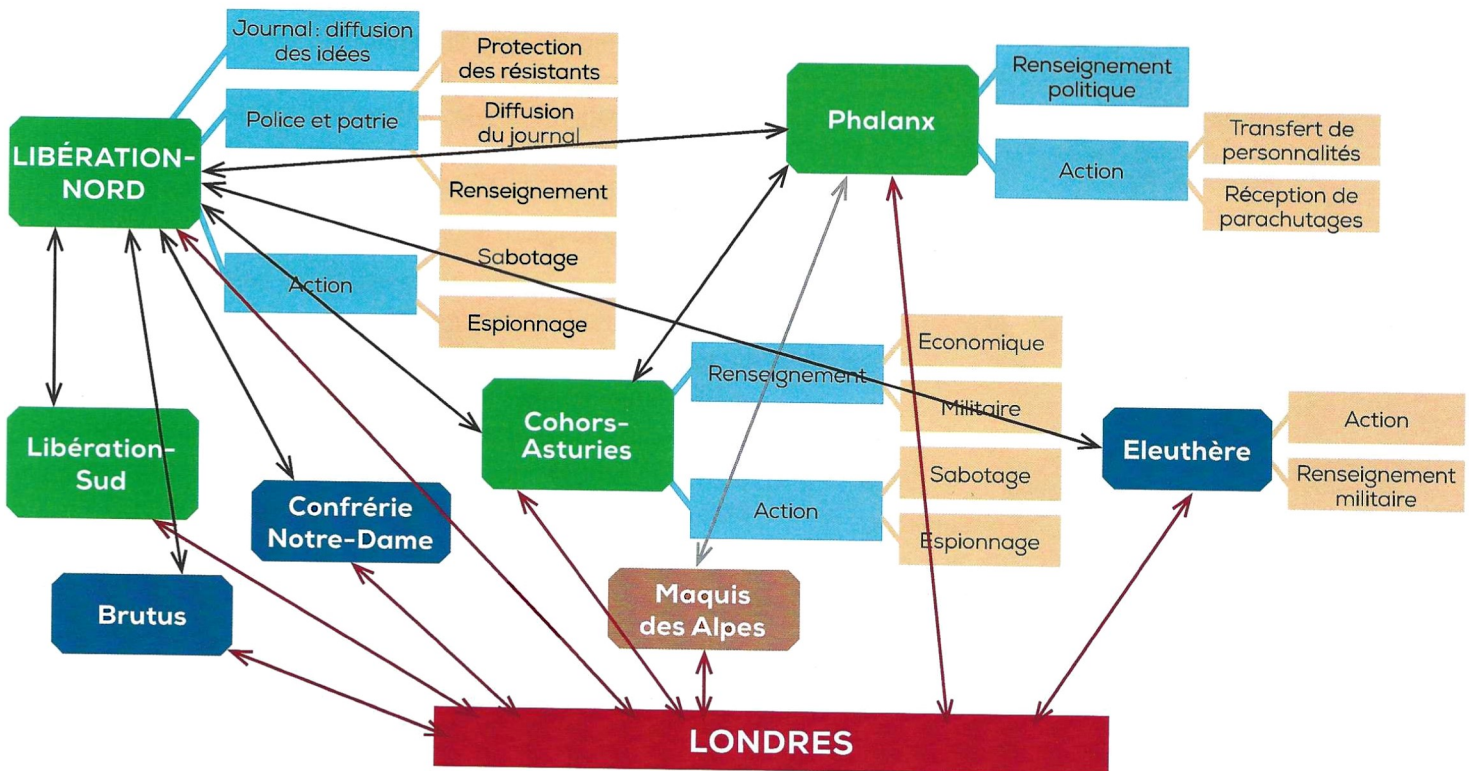
Tout au long de l'occupation, Libé-Nord a aussi été proche de plusieurs autres réseaux en raison de l'amitié de Pineau pour leurs dirigeants ou de la complémentarité de leurs actions. Le réseau Eleuthère, fondé par Hubert de Lagarde, en fait partie. Il est l'un de ceux avec lesquels Libé-Nord a partagé ou échangé le plus de membres et d'informations.

Libération-Nord a donc bien été un réseau relié au reste de la Résistance, française et extérieure, et la communication entre tous ces réseaux a été fondamentale pour la Libération.



Pierre Fourcaud

Organigramme récapitulatif



- ↔ Londres transmet aux réseaux argent, armes, informations et consignes / les réseaux communiquent au BCRA des renseignements sur la situation en France et le résultat de leurs actions
> Tous les réseaux présentés sont en contact direct avec Londres, qui agit comme une centrale de rassemblement et de diffusion des renseignements et des moyens.
- ↔ Phalanx procure aux membres du maquis armes et vivres
- ↔ Les réseaux se communiquent des renseignements, les consignes du BCRA et s'échangent des hommes

- 🟢 Réseau créé par des syndicalistes
> On peut constater qu'aucun des réseaux n'a été créé par des communistes : la fracture entre les communistes et les autres résistants est clairement marquée. Les réseaux communistes ne communiquent avec Londres qu'en cas de nécessité, ils essaient de se désolidariser de l'action politique du général de Gaulle.
- 🔵 Réseau créé par des militaires
> On peut constater que la présence d'une branche renseignement et d'une branche action dans un même réseau est fréquente. Ces deux activités sont en effet si complémentaires qu'elles ne peuvent pas être séparées dans des réseaux différents.
- 🟠 Rôle de chaque branche
> C'est à partir de cette division que les activités sont plus diverses entre les différents réseaux : leur structure se ressemble mais leurs activités peuvent varier.
- 🟡 Maquis

Conclusion

L'exemple du réseau Libération-Nord nous montre bien que la communication a été indispensable au sein de la résistance française. Cette communication a pris plusieurs formes, notamment la forme écrite, avec l'importance de la presse clandestine, dont le journal Libération-Nord est un excellent exemple. Chaque réseau a eu ses spécificités, mais la communication a été facilitée, au sein d'un certain nombre

d'entre eux, par l'appartenance des initiateurs du mouvement à un mouvement syndicaliste ou politique, comme le socialisme ou le communisme. Enfin, cette communication a été établie entre membres d'un même réseau, mais aussi entre réseaux situés sur le territoire français, et entre les réseaux de résistance et les pays alliés. C'est ce que nous allons voir dans la troisième partie.

III- Communiquer avec l'étranger : Comment la communication entre France occupée et extérieur a-t-elle pris forme et joué un rôle déterminant dans la résistance ?

Juin 1940. La France subit une sévère défaite face à l'Allemagne nazie qui l'a envahie. Le 17 juin, le maréchal Pétain annonce à la radio son intention de cesser le combat et de « délibérer avec l'ennemi d'une façon honorable », en d'autres termes de collaborer. Le 22 juin, l'armistice est signé. Mais, si « la France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre » : tel est le message passé par le général De Gaulle, alors presque inconnu, depuis Londres. Cet appel à résister, pourtant entendu par très peu, concrétise le refus de céder de certains et incite des Français à venir en Angleterre. Les Forces françaises libres sont créées le 1^{er} juillet 1940, et regroupent entre 55 000 et 75 000 volontaires entre leur création et leur fusion à l'été 1943 avec l'Armée d'Afrique, devenant l'armée française de Libération.

Dès la création du mouvement, un enjeu se joue : faire connaître aux Français restés en métropole son existence, représentative d'une volonté de continuer le combat. La communication revêt alors une importance toute particulière : grâce à la radio, aux tracts, aux journaux, les Français savent que « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, et ne s'éteindra pas ». Comment la communication entre France Occupée et extérieur a-t-elle pris forme et joué un rôle déterminant dans la résistance ?

1- La mise en place d'un système de communication par les Résistants de l'extérieur et les Alliés

Les Alliés – composés des Anglais et des Américains principalement, aident dès 1940 les Français à communiquer et soutiennent l'effort qui est fait d'appeler à résister contre l'occupant. Des tracts parachutés permettent aux Anglais et aux Résistants de la France Libre de lutter contre les attaques lancées par le régime de Vichy et l'occupant contre les Alliés, qui exploitent notamment la mort de civils à cause de bombardements. Au plus fort de la guerre, ce sont quelques 80 000 tracts qui sont lancés en une seule fois sur une zone définie.

En quatre années de conflit, ce ne sont pas seulement des millions de tracts qui sont jetés, mais également des journaux comme *le Courier de l'air*, britannique, ou encore *l'Amérique en guerre*. L'impact de ces tracts sur le moral des populations occupées n'est pas minimisé par les nazis. Ils confectionnent même des contrefaçons de ces journaux alliés et de ces tracts, en conservant le même graphisme, mais en l'utilisant comme outil de leur propre propagande.



Le Courier de l'air, n°15, 1941.
(© Mémorial de Caen)

Lorsque les Alliés s'en rendent compte, des tracts mettant en garde contre ces faux sont mis en circulation, alors que d'autres, à destination des Allemands, sont abandonnés dans des endroits fréquentés par les soldats et rédigés de telle sorte que ces derniers imaginent qu'ils émanent d'opposants allemands au nazisme. Cette « propagande noire » sème chez les Allemands le trouble car elle appelle à la rébellion des soldats contre la hiérarchie en instaurant un climat de méfiance au sein de l'armée d'occupation.

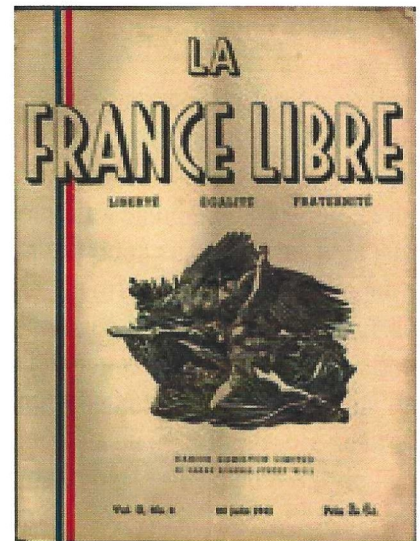
Cependant, afin de pouvoir alimenter la communication et les informations données par radio et par tracts, des ser-

vices de renseignement sont mis en place. Ainsi est créé le bureau britannique *Special Operation Executive*, chargé d'encourager les actions paramilitaires dans les pays occupés et son homologue américain, l'*Office of War Information*. A la fin de l'année 1942, une fusion de ces deux services à lieu afin d'optimiser l'utilisation de ces renseignements, dans la *Psychological War Branch*. Une guerre psychologique se met alors en place, avec deux objectifs : informer et rassurer les populations occupées en leur donnant des renseignements sur la France Libre et le rôle de chacun des Alliés dans l'effort de guerre mené contre l'Allemagne, et discréditer le régime de Vichy et ses collaborateurs. Dès l'été 1940, les services secrets britanniques (l'Intelligence Service, IS) cherchent à collecter des renseignements politiques et stratégiques, et aident le service de renseignement de la France Libre, futur BCRA. Dans ce but sont créés des réseaux en France, financés par l'IS (réseau Alliance par exemple), le SOE (réseau Sylvestre-Farmer), ou le BCRA. Des tensions apparaissent entre France Libre et Britanniques, du fait de la dépendance financière de la France et des relations britanniques avec notamment les services spéciaux de Vichy. Néanmoins, le BCRA, le SOE et l'IS collaborent durant toute la durée du conflit, ce qui n'est pas le cas de l'*Office of Strategic Services* formé par les Américains en 1942, qui finance prioritairement les réseaux non gaullistes par méfiance envers le Général de Gaulle, qu'ils prennent pour un dictateur potentiel. Toutefois, la collecte de renseignement a permis de légitimer les services de la France Libre aux yeux de ses Alliés et d'alimenter les journaux de la France Libre en informations.

Chacune des informations recueillies va pouvoir être ou non utilisée dans la presse de la France Libre. Celle-ci est animée de trois volontés distinctes. Il faut tout d'abord réussir à susciter l'adhésion des habitants des colonies et des opinions publiques internationales au combat de la France Libre et de son chef, le général de Gaulle, qui font parfois face à des gouvernements hostiles (les Etats-Unis ou le Brésil par exemple). De plus, cette presse doit favoriser et encourager l'engagement résistant dans les Forces Françaises Libres (FFL), ainsi qu'appeler au financement du mouvement. Enfin, elle tient un rôle plus symbolique : manifester la présence de la France dans la guerre, en montrant que l'intelligence française n'a pas disparu avec la défaite mais qu'elle est toujours présente, aussi bien en France « captive » qu'en France Libre. Dans cet objectif, des chroniques de France, des récits d'évadés, sont publiés. Cette presse de la France Libre est financée par les services d'information britanniques, de fonds privés comme pour le journal de Roger Caillois, *Lettres Françaises*, en Argentine, et par le Comité National Français.

Elle est d'une grande diversité. Durant toute la période de la guerre, ce sont des bulletins de liaison, des journaux d'opi-

La France Libre
20 juin 1941
© Fondation
de la France Libre



nion et des revues qui sont les outils de la communication. Les journaux français côtoient toute une presse anglophone, comme le *Free France* ou le *Tricolore* et également hispanophone (au Mexique est créé *France Libre*, bilingue).

Le tirage varie beaucoup : il passe de 2 000 à 80 000 exemplaires pour *France Orient*, ou atteint 40 000 exemplaires pour *La France Libre* en Angleterre. Si les rédacteurs sont principalement issus de FFL – Raymond ARON qui dirige *La France Libre* ou Elisabeth de Miribel au *France-Canada*, certains n'ont absolument aucune attache avec le mouvement et s'en détachent même, marquant une franche hostilité au général De Gaulle, qui surveille de très près le contenu des différentes publications. On peut souligner le fait qu'être « français libre » ne signifie pas pour autant être gaulliste.

La volonté de rendre légitime la France Libre incite ses dirigeants à se parer d'attributs d'Etat. Dès le 15 août 1940, un *Bulletin officiel des Forces Françaises libres*, qui devient le *Journal officiel de la France Libre* le 20 janvier 1941, paraît.

Une du Bulletin officiel
des Forces Françaises
libres, n° 1, 15 août 1940.
© Musée de l'ordre
de la Libération

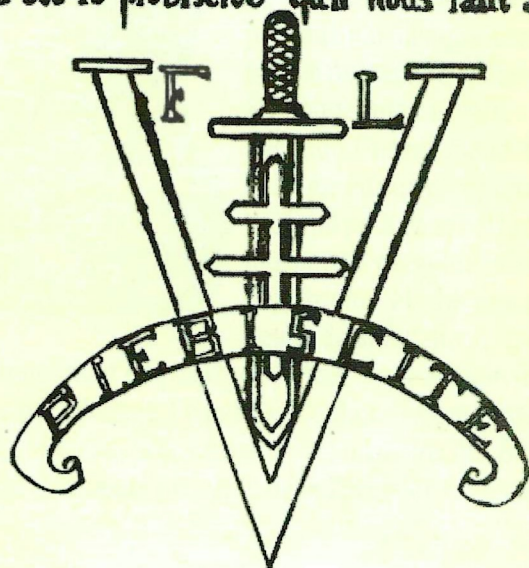


La France Libre est soutenue par certaines de ses colonies françaises. En effet, à l'été 1940, l'annonce de l'armistice provoque une réaction de refus parmi les Français installés dans les colonies ce qui entraîne le ralliement d'unités et de colonies à la France Libre accompagné de la constitution, à l'étranger, de comités : ainsi, le 27 août, le gouverneur du Tchad, Félix Éboué, proclame le ralliement du Tchad et refuse la domination nazie. Au Canada, une amicale est créée. Ces mouvements sont combattus dans d'autres colonies et la légitimité de la France Libre niée. Le gouvernement du maréchal Pétain conserve ainsi sous l'obédience de Vichy, et ce jusqu'au débarquement allié de novembre 1942, les territoires les plus riches et stratégiquement les plus importants de l'Empire français, l'Afrique occidentale et le Maghreb. Même si les réactions des gouvernements diffèrent selon les colonies, dans chacune une presse, ou du moins des tracts, sont publiés. A Léopoldville (aujourd'hui, Kinshasa au Congo), des tracts sont imprimés par le colonel Larminat représentant de de Gaulle. Ils sont ensuite transportés à Brazzaville où, malgré la surveillance des rives du Stanley Pool, ils sont mis en circulation pour favoriser le ralliement du Congo à la Résistance. Leur action est efficace : le 28 août 1940, le pays rejoint la France Libre.

À Saint-Pierre-et-Miquelon à partir de 1941, une diffusion de tracts manuscrits et illustrés dénonçant le régime de Vichy et sa politique de collaboration est mise en place. Dans cette colonie française, *l'Eclaireur* paraît de septembre à décembre 1941, appelant à résister mais également à un plébiscite qui tranche finalement : le 25 décembre 1941, les FFL menées par Charles de Gaulle débarquent et rallient définitivement l'île à la France Libre.

C'est le plé, le plé, le plé.

C'est le plébiscite qu'il nous faut !



Des manifestations de refus agitent les Antilles. Dès 1940, la *Prière du Libérateur de la France*, acrostiche dont les premières lettres de chaque vers forment « Charles de Gaulle » est diffusée clandestinement. Ce sentiment prend de l'ampleur jusqu'à la constitution de mouvements de Résistance qui diffusent tracts et journaux clandestins jusqu'à la fin de la guerre. Une guerre qui pour certains finit plus vite que d'autres : en juin 1943, à Fort de France (Martinique), un tract reprend un appel lancé à la radio dans le but de commémorer l'armistice et donne l'occasion à la population de se rassembler ; à la suite de cette commémoration, un soulèvement a lieu, provoquant la fin de la neutralité désirée par le gouverneur Georges Robert et le ralliement de l'île aux Résistants de la France Libre.

Les tracts et journaux précédemment cités concernent les colonies demeurées sous le contrôle de Vichy en 1940, à l'issue de l'armistice, et qui se rallieront ou non à la France Libre. De nombreuses parutions sont diffusées au grand jour dans les territoires ralliés à la France Libre dès le début de l'occupation de la métropole. À l'étranger, certaines parutions, comme les deux volumes de *Tracts clandestins*, parus à Ottawa, et alimentés par le Service de l'Information Libre d'Ottawa, circulent.

2- L'organisation des flux entre la France Libre et la métropole grâce aux progrès dans la communication

Entre Londres et la métropole, l'établissement de liaisons devient essentiel pour organiser et coordonner les différents groupes de résistants. Au total, plus de 10 000 tonnes de matériel sont parachutés au cours du conflit, et le courrier transite également par voie aérienne. Cependant, le parachutage de matériel n'a pas été constant de 1940 à 1944. Plus de 50% du matériel a été envoyé sur le terrain entre juillet et septembre 1944 et au total, 60%, voire plus, des armes parachutées l'ont été au cours des trois mois suivant le débarquement en Normandie. Cette brusque accélération des flux provient du fait que les Anglais, durant le conflit, sont réticents à l'idée d'armer des résistants intérieurs et des maquis : ils ont peur de la mainmise communiste. Ainsi, les retards et le fait que les envois soient principalement destinés aux réseaux dirigés par les Britanniques occasionnent la frustration des résistants intérieurs à l'égard des Alliés et de la France Libre. Cependant, l'intensification des parachutages et des atterrissages à partir de 1942 n'est pas à ignorer et développe les liens avec Londres.

Une logistique est mise en place pour pouvoir répartir et utiliser ce matériel de manière optimale. Si peu à peu les liens avec la France occupée s'accroissent, de fortes contraintes matérielles et techniques compliquent cet échange. L'organisation de parachutages et d'atterrissages n'est pas aisée

dans un pays sous contrôle strict des Allemands. Afin de minimiser les risques, ces opérations sont programmées de nuit par jour de pleine lune si possible, pour avoir une certaine visibilité sur terrain. Ces pistes improvisées sont d'ailleurs de plus en plus cadrées par les Alliés et la France Libre au fil du temps : il s'agit d'éviter au maximum tout atterrissage inopportun. Dans cet objectif, les terrains d'atterrissage sont homologués : ils doivent réunir toutes les conditions de sécurité nécessaires au bon transfert d'hommes ou de matériel. Ils doivent, par exemple, être éloignés des villes où les forces de répression se concentrent et être suffisamment longs et planes pour permettre un décollage et un atterrissage. Évidemment, tous les terrains homologués n'ont pas les mêmes caractéristiques. Chacun reçoit une appellation lui donnant un rôle propre : certains sont « Arma » et spécialisés dans la réception de matériel ; d'autres, les « Homo » sont réservés aux parachutages d'agents. Des terrains de secours sont prévus en solution de secours, les « Arm-Dépôt » ou les « Homo-Dépôt ». Chacun de ces terrains est balisé par des feux, et selon la classe du terrain, les équipes se spécialisent dans la réception des conteneurs et/ou l'accueil des agents clandestins. Il s'agit de cacher les traces de l'opération et disperser le plus rapidement possible le matériel et/ou les hommes dans des lieux sécurisés. L'attente entre deux vols est très contraignante : les résistants doivent attendre, cachés dans le froid, parfois longtemps. C'est pourquoi les hommes qui sont chargés de ces missions ne peuvent pas participer à d'autres actions de résistance. Malgré cette classification et ces mesures de sécurité, les opérations ne sont pas aisées : le pilote s'oriente grâce à des radios-phare émettant chaque nuit pour indiquer sa position exacte, puis met en route un radar détectant les ondes émises par un appareil de radioguidage d'une portée de 180 kilomètres, l'Eurêka, une des grandes inventions en matière de communication de la guerre. Un Eurêka est présent sur chaque terrain à



équipe permanente, ainsi qu'un S-Phone, autre création de la Seconde Guerre mondiale, un petit émetteur-récepteur portatif, qui peut dans certains cas permettre de guider l'avion à l'approche et de demander des précisions sur le nombre

de conteneurs et de passages prévus sur le terrain dans le cas d'un parachutage. Ce petit « téléphone » peut également servir à converser avec certains responsables des Services de Renseignements présents dans l'avion en obtenant des

réponses immédiates, et permettant d'éviter l'interception de messages urgents.

Le parachutage d'agents clandestins est spécifique. Des agents des services de renseignements britanniques et français sont envoyés en zone Sud à partir de février 1941 puis en zone occupée. Ils sont parachutés en « blind » (en « aveugle »), c'est-à-dire qu'ils ne connaissent pas leur lieu d'atterrissage. Une fois en France, ils doivent réussir à dissimuler leur équipement volumineux, avant de parvenir à activer des contacts avec la résistance locale – certains agents étant spécialisés dans la lutte armée – comme la mission « Savannah » en mars 1941, d'autres étant des agents politiques – comme Yvon Morandat, premier envoyé de la France Libre chargé de nouer des contacts avec les noyaux de résistance en zone sud (1941), ou encore Jean Moulin. Bien qu'une majorité soit parachutée, à partir de 1942, des avions assurent également le transfert des agents : le *Ly-sander* d'abord, monomoteur permettant des atterrissages et des décollages sur moins de 200 mètres, puis le *Hudson*, bimoteur pouvant transporter un chargement et un nombre de passager plus importants. Au total, sur un peu plus de 200 opérations menées, 1 100 passagers sont transportés.



Parachutistes anglais S.A.S. (Special Air Service) parachutés en juin 1944 au maquis Bernard, Nièvre - © ARORM

Le terrain Chenier est un exemple d'un terrain « qui a résisté ». Ce terrain, situé au sud-ouest du Cantal, a pour code morse C7 et est l'une des rares terrains, homologué en 1943, de la catégorie « Homo-Dépôt » : il est en capacité d'accueillir des hommes, de manière prévue ou à l'improviste. Le terrain Chenier a donc une grande importance stratégique : il doit pouvoir recevoir des opérations programmées, des missions spéciales de récupération de la zone Sud – c'est-à-dire recevoir à l'improviste pendant toute une lunaison des parachutages de matériel ou de parachutistes par des avions n'ayant pas pu atteindre leur objectif. Son statut particulier lui permet d'être équipé de matériel de transmission de pointe : la radiobalise Eurêka, et la radio téléphone, le S-phone, qui lui permet d'avoir un contact avec l'équipage et de diriger l'avion vers un point précis de largage. Plusieurs maquis des alentours sont chargés d'assurer sa sécurité. Entre 1943 et 1944, ce sont 18 hommes qui sont responsables de ce terrain. En tout, ils ont réceptionné 90 officiers et sous-officiers d'août 1943 à août 1944, dont un commando américain, et 700 containers contenant 90 tonnes d'armement et d'explosifs.

Bien qu'une majorité de flux soit échangés par voie aérienne, les liaisons maritimes sont utilisées dès l'été 1940 pour faire débarquer les premiers agents venus de Londres – aux premiers instants de la guerre, les échanges par parachutage sont impossibles : il n'y a aucune préparation sur le terrain, et les liaisons terrestres vers ou depuis l'Espagne et le Portugal sont longues et difficiles. Les bateaux et les agents atteignent les côtes bretonnes, normandes ou le littoral méditerranéen avec la complicité des pêcheurs partis en Angleterre et qui connaissent la région. Maurice Duclos, fondateur du réseau Saint-Jacques, utilise ce moyen pour revenir en France où il crée son mouvement, le premier à établir une liaison radio Paris-Londres.

Le trajet est effectué en vedette ou en sous-marin, puis les bateaux de pêcheurs facilitent un débarquement discret. Toutefois, les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations maritimes sont très périlleuses, du fait des contraintes climatiques et de l'omniprésence de la surveillance des patrouilles terrestres et marines allemandes le long des côtes. De plus, le littoral français est interdit aux non-résidents sur 25 kilomètres à partir de 1941 : si les opérations sont programmées au cours de nuits sans lune, leur réussite dépend de la complicité des pêcheurs et des habitants du littoral. Mais à partir de 1942 vient l'essor des liaisons aériennes. La mer n'est plus un moyen de transport privilégié, mais demeure pendant tout le conflit une voie de recours pour acheminer les agents, le courrier et pour s'évader.

À l'initiative de Jean Moulin, un Service des Opérations Aériennes et Maritimes (SOAM) est créé en novembre 1942.

Il est dirigé par des envoyés de la France Libre en zone Sud et au début la concerne uniquement. Le but de ce service est de coordonner les actions des équipes recrutées dans les mouvements chargés de parachutages et d'atterrissages, ainsi que de prévoir et de faciliter le débarquement sur la côte méditerranéenne. Le SOAM change deux fois de nom, suite à des arrestations : il devient le COPA (Centre Opération Parachutage et Atterrissage) en 1943, puis définitivement la SAP (Section des Atterrissages et des Parachutages). L'efficacité de ce service pousse à la création d'un Bureau des Opérations Aériennes sur le même modèle, en zone Nord. Ce bureau est également conçu par Jean Moulin, en avril 1943. Petit à petit, une décentralisation s'opère pour lutter contre les arrestations en chaîne et pour s'adapter aux spécificités régionales. La nomination de responsables venus de Londres crée des tensions, mais facilite la communication entre France Libre et Alliés.

3- La radio un vecteur essentiel de la résistance.

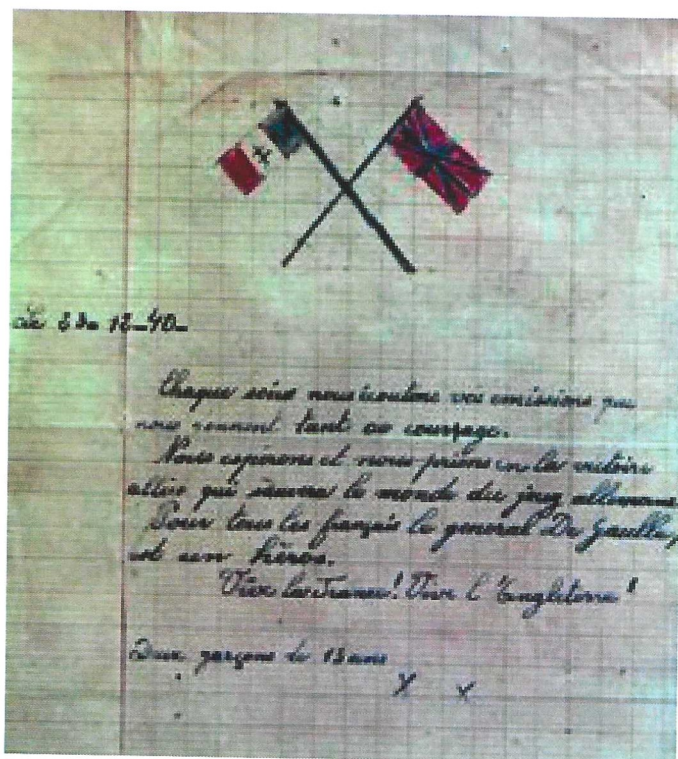


Tract multilingue parachuté appelant à écouter la BBC (© Mémorial Charles de Gaulle)

Le but suprême et premier de la radio est avant tout de créer un lien entre la résistance intérieure et la résistance extérieure. C'est pourquoi, dès les premiers instants de l'Occupation, des radios clandestines émettent, en opposition totale avec les radios officielles.

Dans les conditions de l'armistice figure le contrôle par les autorités d'occupation des programmes reçus par les radios TSF. Radio Paris, à partir du 5 juillet 1940, reprend sa diffusion. Dirigée par une équipe française, elle véhicule une idéologie collaborationniste et antisémite. Pour attirer un

grand public, une grande variété d'émissions est diffusée, avec une dominante musicale. Radio-Vichy n'arrive pas à toucher un programme aussi vaste que Radio-Paris, car elle n'a pas assez de relais pour émettre sur tout le territoire. Dans sa fausse neutralité, elle dénonce la trahison gaulliste et ignore les batailles qui se jouent.



Lettre envoyée à la BBC par deux garçons de 13 ans 23.12.40

© Mémorial Charles de Gaulle

« Chaque soir nous écoutons vos émissions qui nous donnent tant de courage. Nous espérons et nous prions en la victoire alliée qui sauvera le monde du joug allemand. Pour tous les français le général De Gaulle est un héros.

Vive la France! Vive l'Angleterre! »

Dès 1938, la BBC accueille des programmes étrangers face à la montée des risques en Europe. L'intérêt de cette radio pour les Français n'est pas soudainement apparu pendant la guerre : durant la « drôle de guerre », les bulletins quotidiens réputés objectifs de la BBC sont écoutés, mais seulement par une élite bourgeoise. C'est d'ailleurs au cours d'un de ces bulletins que le général de Gaulle prononce son discours le 18 juin 1940. Il n'en subsiste aucun enregistrement.

Après l'armistice, un bulletin d'information de dix minutes en français est diffusé, puis cinq minutes d'antenne sont données à la France Libre, précédées de l'annonce *Honneur et Patrie*. Ces cinq minutes échappent au contrôle des autorités britanniques. Plus de 1 000 textes de cette émission sont rédigés et lus par Maurice Schumann, un journaliste qui attire les auditeurs grâce à ses talents oratoires et sa liberté de ton. Ce programme est suivi par , indépendant des

services de la France Libre, soumise au contrôle britannique et dirigé par un homme de théâtre – Michel Saint-Denis, sous le pseudonyme de Jacques Duchesne.



Carnet de chants lancés sur la France - CNRD

L'influence de la BBC est si forte dans le Nord, rattaché au commandement de Bruxelles, que les troupes d'occupation confisquent les postes TDF le 12 mai 1941. Cette mesure n'affecte cependant pas le succès croissant de la BBC chez les auditeurs français. Face à cette réussite, les autorités d'occupations et celles de Vichy essaient de parasiter les émissions et une ordonnance allemande du 10 octobre 1940 en interdit l'écoute, suivie de l'interdiction de l'écoute publique puis privée de la TSF en 1941 en zone Sud, sous peine de prison et de confiscation du poste.

Néanmoins, des lettres d'auditeurs ayant échappé à la censure et les rapports de police permettent de mesurer l'espoir suscité par ces émissions, dont certaines informations sont reprises et utilisées dans des tracts.

Ce succès peut être expliqué par une plus grande objectivité sur la situation militaire. En effet, en Europe occupée, la censure est extrême. La BBC permet donc d'avoir des informations sur l'exploitation économique du pays, sur le sort des Alsaciens-Lorrains, sur les combats entre Alliés et forces de l'Axe. Les nouvelles sont données, même si elles sont mauvaises, à la grande différence des radios officielles. Pierre Bourdan, dans *Les Français parlent aux Français*, dit parfois que « les nouvelles sont mauvaises », chose qui n'arrive jamais sur Radio-Paris.

Mais la force de ces émissions vient également de programmes novateurs : des reportages, des sketches, des témoignages... Des slogans sont créés et popularisés – comme le premier et le plus connu « *Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* » inventé par Jean Oberlé en août 1940. Ces programmes inspirent même Radio-Paris. La radio est aussi un moyen de diffuser des chansons, comme le *Chant des partisans*, et des parodies de chansons populaires de Pierre Dac, (comme *Hitler yop la boum*).

La BBC est le principal moyen pour la France Libre et résistante d'exister et joue un rôle essentiel contre Vichy et l'Occupant.

La BBC est le principal moyen pour la France Libre et résistante d'exister et joue un rôle essentiel contre Vichy et l'Occupant. Une « guerre des ondes » se met en place, entre les speakers de la BBC et ceux de Radio-Paris et Radio-Vichy par exemple – Maurice Schumann et Philippe Henriot, se livrent une guerre des mots sans merci. Le général De Gaulle utilise la radio comme moyen de « reconquête spirituelle ». Il reprend par exemple la campagne des « V » lancée par Victor de Laveleye (ancien ministre belge), dont le succès est tel – aussi bien en Belgique qu'en France, que les Allemands lancent une campagne de propagande réutilisant le symbole, autour du mot allemand *Viktoria*, afin de contrer le « V » des alliés. Le général de Gaulle appelle aussi aux rassemblements les jours de commémoration nationale. Ainsi, des manifestations populaires ont lieu le 1er mai et le 14 juillet 1942. Leur importance démontre les progrès de la coopération et de la communication entre Résistance intérieure et extérieure : les organisations de résistance de la zone Sud et les centrales syndicales proposent l'action et sont relayés par la BBC pour rendre l'événement national. Malgré ce succès, une crise éclate entre la France Libre et les Alliés...

En effet, après le débarquement en Afrique du Nord, auquel les FFL n'ont pas pris part, les Alliés traitent avec les autorités officielles et collaborationnistes installées à Alger, mettant donc en question la légitimité de la France Libre. Cette crise a des répercussions sur les retransmissions radiophoniques, qui sont suspendues temporairement (l'émission *Honneur et Patrie* notamment), et sur l'équipe de Jacques Duchesne dont plusieurs membres sont évincés. De plus, en décembre 1942, les équipes de la France Libre découvrent qu'une « radio noire », Radio-Paris, a été créée et s'adresse directement à la résistance intérieure. Radio-Brazzaville émettant depuis 1940 permet à la France Libre de diffuser les textes censurés par la BBC. Même si la réception de ces textes est difficile, l'audience de cette radio inquiète les Allemands, qui pour la contrer créent une radio du même nom pour semer la confusion. Lorsque le général Giraud s'établit à Alger, il crée dans le courant de l'année 1943 Radio-France, à Alger.

Bien que les radios parallèles se développent, la BBC demeure la radio la plus écoutée. La mise en place par le

Comité Français de la Libération Nationale (CFLN) d'une propagande radiophonique déterminée par un groupe de plus en plus représentatif de la Résistance permet de renouer des liens étroits avec la BBC. Dans cette optique de rapprochement, Radio-Patrie devient *Honneur et Patrie* en juin 1943, et, comme certaines émissions de la BBC destinées à la France, elle est contrôlée par une équipe franco-britannique.

La radio joue un rôle important pour le débarquement en Normandie. Des consignes données par le Gouvernement provisoire de la République Française (GPRF) à la Résistance intérieure transitent par les ondes de la BBC. Le récit des combats pour la Libération et la glorification des actions et de l'unité de la Résistance prend aussi une place non négligeable dans le programme de la radio, à l'été 1944. Radio-Paris cesse d'émettre le 17 août 1944. Le 18, des résistants s'emparent du Studio d'essai de la rue de l'Université et du 20 au 25 août, encouragent et racontent les progrès de l'insurrection parisienne. À partir de 1945, il faut reconstruire le réseau détruit par les Allemands. De nouvelles équipes, formées principalement de résistants, s'en occupent, et vont permettre d'apporter un crédit nouveau à la radiodiffusion officielle.

Cependant, la communication entre la France Libre et la Résistance Intérieure n'est pas à sens unique. La première liaison radio clandestine est établie par Honoré d'Estienne d'Orves, le 25 décembre 1940, avec la France Libre. Elle s'effectue avec un poste-émetteur et un opérateur radio. D'Estienne d'Orves organise d'ailleurs par la suite un des premiers réseaux de renseignements, *Nemrod*. Victime d'une dénonciation, il est arrêté et fusillé avec d'autres membres de son groupe. D'autres tentatives ont lieu dès le début de l'année 1941, mais il faut attendre 1942 pour que les transmissions vers la France Libre connaissent leur essor, grâce à l'envoi des premiers postes-émetteurs envoyés en métropole, qui deviennent des objets très prisés. Cependant, ils sont lourds et encombrants, par conséquent facilement repérables et leur transport est périlleux. Ajoutées à cela, des contraintes techniques en rendent le maniement complexe. Il est difficile de déterminer la bonne fréquence d'émission, les opérateurs à Londres peuvent être absents, il est obligatoire de coder les messages. A la moindre imprudence, la répression s'abat sur les opérateurs radio, en zone occupée comme en zone libre, avec la collaboration de la police française. Des règles très strictes sont alors mises en place pour garantir la sécurité des « pianistes ». Ils ont l'interdiction d'émettre plus de dix minutes sur la même fréquence d'ondes, doivent utiliser une puissance d'ondes réduite et placer des guetteurs autour du lieu d'émission,

qui doit changer le plus possible. La Gestapo est très efficace dans la lutte contre les émissions radio clandestines. Elle met très tôt en place un procédé de recherche d'ondes, la radiogoniométrie.



Code sur soie utilisé pour transmettre les messages (sans date)
© Archives nationales : fonds Geneviève Janin.

Il apparaît donc urgent à Jean Moulin de mieux contrôler l'utilisation du matériel de transmission. La mise en place du *Wireless Transmission (WT)* en novembre 1942 s'avère inutile à cause de la réticence de certains mouvements de résistance face à la centralisation, et n'empêche pas une vague d'arrestation en juillet 1943. À partir de l'été de la même année, les transmissions sont réorganisées par Jean Fleury, chef du réseau Electre, dans des centres de transmissions régionaux. L'augmentation du nombre de postes acheminés vers la France et la miniaturisation du matériel (division par cinq du volume entre 1941 et 1944), ainsi que l'amélioration des techniques de codage permet toutefois l'intensification du trafic radio.

Les techniques de codage se perfectionnent en effet pendant toute la guerre : les messages transmis étant entendus

et enregistrés par les services allemands, leur contenu doit être protégé. La qualité du codage est donc essentielle pour assurer la sécurité des agents opérant en terrain ennemi. Deux systèmes de codage sont principalement utilisés par les agents français : la double transposition, et le système A-Z, qui, inviolable, perdure après la Seconde Guerre mondiale. En juin 1944, ce sont plus de 3 300 télégrammes qui sont envoyés à Londres par ce biais. L'intensification des liens entre services secrets britanniques, France Libre et organisations de la Résistance intérieure permet de donner un écho à l'action de ces derniers. La diffusion de messages personnels à partir de l'été 1941 renforce cette impression de coordination des actions et constituent des consignes d'action transmises à un groupe de résistants donnés.

Ces phrases qui ont évidemment un sens caché, sont aujourd'hui entrées dans l'Histoire comme symbole de la communication entre France Libre et France Occupée (« *Les carottes sont cuites* », « *La chienne de Barbara a eu trois chiots* » et l'annonce du débarquement par « *les sanglots longs des violons de l'automne* »...). Ces transmissions radio jouent un rôle décisif dans la préparation du Débarquement et dans la libération du territoire : la transmission de ces messages codés par la BBC permet aux membres des réseaux de recevoir un soutien - notamment par le biais de missions interalliées, chargées de récolter des renseignements sur le futur terrain d'opération.

Conclusion

La communication entre Alliés, France Libre et Résistance Intérieure permet donc, par des moyens divers, de maintenir un contact entre ces différents pôles. L'importance de la communication entre le pays occupé et les forces libres est très vite mesurée et les efforts ainsi que les progrès accomplis dans ce secteur ont été des vecteurs importants dans la bonne préparation du Débarquement. Grâce à ces échanges, la France s'est affirmée au sein des Alliés et ses réseaux de résistance ont pu se développer.

CONCLUSION

La communication a donc été essentielle à la résistance dans de multiples mesures. Tout d'abord, elle a constitué le seul moyen d'avertir la population des mensonges de l'Occupant et du gouvernement de Vichy, et de tenter de convaincre le maximum de personnes de rejoindre les rangs de la Résistance, et ce dans un contexte de propagande ennemie. L'utilisation de la communication dans la Résistance a donc été en quelque sorte forcée par la propagande de l'ennemi, qui, en en faisant un usage immodéré, a obligé les résistants à utiliser à leur tour la communication pour contrer cette propagande.

De plus, la communication a permis aux résistants, en métropole et à l'étranger, de s'organiser, en créant des réseaux et en établissant une hiérarchie. Cette organisation a été absolument indispensable pour assurer la survie des résistants malgré la forte répression dont ils étaient victimes. On a ainsi assisté à la création de nouveaux rapports sociaux entre résistants. La communication a ainsi permis de matérialiser les groupes de résistance, tout au long de cette guerre qui, même au milieu des pires atrocités, est restée une guerre idéologique.

D'autre part, la communication a été indispensable pour la résistance puisque, les actions de communication étant devenues criminelles, elles sont en elles-mêmes devenues des actions de résistance, et non plus de simples actions de propagande. Cela peut expliquer les sacrifices consentis par les résistants pour les accomplir. La communication a donc à la fois illustré l'action des réseaux et incarné ces réseaux eux-mêmes. Elle a été le moyen et la cause de leur existence.

Enfin, c'est par la communication que les résistants ont pu annoncer leurs intentions et leur programme pour l'Après-guerre, comme le reflètent les tracts, les journaux, les graffitis...

La communication est, aujourd'hui encore, indispensable dans tous les mouvements de résistance. Elle a cependant changé de forme depuis la Seconde Guerre mondiale, avec le rôle majeur joué par Internet. Au cours des révolutions arabes, par exemple, le contrôle des moyens de communication avec l'étranger a été l'un des enjeux majeurs tant pour les rebelles que pour les régimes. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Brochure *Communiquer pour résister*, éditée par la Fondation de la Résistance, dans le cadre du concours 2012-2013
- Exposition sur le réseau Libération-Nord au Musée du général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris – Musée Jean Moulin
- Bernard Thibault, *Qu'est-ce que la CGT?*, éditions L'Archipel, 2008
- René Mouriaux, *Le syndicalisme en France*, éditions Puf, 2009
- Association du 11 novembre 1940
- Manuel scolaire de 1^{re} : sous la direction de Pascal Zachary, *Questions pour comprendre le xx^e siècle*, Hachette, 2011

SITOGRAFIE

- Site du ministère de la Défense : <http://www.ecpad.fr/>
- Site de la Fondation de la France Libre : <http://www.france-libre.net>
- Témoignage de Christian Pineau filmé le 20 novembre 1992 par la société Transatlantic Vidéo et Philippe Ragueneau pour le Musée du Général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin de la Ville de Paris : <http://www.exposition-libe-nord.org/christian-pineau>
- Exposition en ligne sur le réseau Libération-Nord : <http://www.exposition-libe-nord.org/>
- Musée de la Résistance en ligne : <http://www.museedelaresistanceenligne.org>
- Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation : www.chrd.liyon.fr
- Musée de la Résistance et de la Déportation : <http://www.musse-resistance31.fr>
- Concours national de la résistance et de la Déportation : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/concours_r.htm

Thème choisi: Pouvoirs et société

Sujet: Communiquer pour résister

Problématique: Pourquoi la communication a-t-elle été indispensable à la Résistance contre l'occupant et le gouvernement de Vichy ?

Membres du groupe: Suzanne ANGLIVIEL, Eva ASSAYAG et Gabrielle BOILLET